



Secrétariat parlementaire
Ratssekretariat

7^e procès-verbal du Conseil de ville / 7. Stadtratsprotokoll

Séance du jeudi 5 juin 2014 à 18 heures

Sitzung vom Donnerstag, 5. Juni 2014, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Arnold Marc, Augsburg-Brom Dana, Baltzer Niklaus, Bohnenblust Peter, Bohnenblust Simon, Bösch Andreas, Brassel Urs, Briechle Dennis, Cadetg Leonhard, Donzé Pablo, Dunning Samantha, Esseiva Monique, Fischer Pascal, Frank Lena, Grupp Christoph, Güdel Martin, Gugger Reto, Habegger Hans Peter, Hadorn Werner, Hamdaoui Mohamed, Haueter Joël, Hügli Daniel, Jean-Quartier Caroline, Känzig Urs, Molina Franziska, Moser Peter, Ogi Pierre, Paronitti Maurice, Pichard Alain, Pittet Natasha, Scherrer Martin, Schneider Sandra, Schor Alfred, Simon Fatima, Steinmann Alfred, Stöckli Schwarzen Heidi, Suter Daniel, Sutter Andreas, Sylejmani Ali, Tanner Anna, Tennenbaum Ruth, Thomke Friedrich, Trachsel Alessandro, Treu Hervé, Vuille André, Wiher Max

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Bord Pascal, Dillier Adrian, Freuler Fritz, Gonzalez Glenda, Güntensperger Nathan, Gurtner-Oesch Sandra, Habegger Markus, Kaufmann Stefan, Löffel Christian, Pauli Mélanie, Rindlisbacher Hugo, Rüfenacht Martin, Strobel Salome, Wiederkehr Martin

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Erich Fehr, maire de Bienne

Conseillers municipaux / Conseillères municipales: Feurer Beat, Némitz Cédric, Schwickert Barbara, Steidle Silvia

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Daniel Suter, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Franz Hostettler, Délégué aux questions financières

Affaires traitées / Behandelte Geschäfte	Page / Seite
98. Approbation de l'ordre du jour	232
• Déclaration de groupe	232
99. 20140013 Élection de remplacement à la Commission scolaire de langue française.....	233
100. 20130367 L'axe nord (Faubourg du Lac ouest) / Assainissement et optimisation de la circulation / 2 ^{ème} étape / crédit d'engagement	233
101. Motion urgente interpartis 20140047, Martin Scherrer, Groupe UDC/ Les Confédérés, Christian Löffel, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU, André Vuille, Groupe PPB/PDC/PBD, Nathan Güntensperger, Groupe PVL, "Réduction des subventions pour le budget 2015"	242
102. Postulat urgent 20140046, Peter Bohnenblust, FDP, "Stop aux dépenses inutiles et évitables pour la PLACE DU MARCHÉ-NEUF: 2 ^{ème} essai"	244
103. Interpellation urgente interpartis 20140045, Reto Gugger, PBD, Peter Bohnenblust, FDP, "Sécurité aux "Stades de Bienne""	246
104. Postulat 20130441, Werner Hadorn, SP, "Collection historique Bourquin"	252
105. Interpellation 20130439, Christoph Grupp, Les Verts, "Les parcelles 2219/2226 à Bienne sont-elles polluées?"	256
106. Interpellation 20130438, Mohamed Hamdaoui, PSR, "Un carrousel douteux au Marché de Noël?"	260
107. Interpellation 20130440, Lena Frank, Les Verts, "Répercussions de l'initiative "Pas de naturalisation de criminels et de bénéficiaires de l'aide sociale""	260
108. Motivation de l'urgence de la motion 20140154, Peter Bohnenblust, FDP, «STOP aux dépenses inutiles et évitables pour la PLACE DU MARCHÉ-NEUF: 3 ^{ème} essai: VERSION LÉGÈRE!	262
109. Motivation de l'urgence de l'interpellation interpartis 20140152, Max Wiher, Groupe PVL, Dana Augsburg-Brom, Groupe socialiste, Pascal Fischer, Groupe UDC/Les Confédérés, Stefan Kaufmann, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU, Andreas Sutter, Groupe PPB/PDC/PBD «Contamination au radium»	263
110. Motivation de l'urgence du postulat 20140153, Ruth Tennenbaum, Passerelle «Pollution au radium: information transparente et sans faille ainsi que protection de la population»	263
111. Nouvelles interventions	264

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Je vous souhaite la bienvenue à la 7^{ème} séance du Conseil de ville. Ce soir, le Secrétariat parlementaire est représenté par Monsieur Franz Hostettler et Madame Claire-Lise Kirchhof.

Vous trouvez sur vos tables:

- Rapport d'activités 2013 du CAF
- Les documents pour les séances du Conseil de ville des 25 et 26 juin 2014

98. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour est approuvé tacitement.

Déclaration de groupe

Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts: Dimanche dernier, comme vous le savez la presse dominicale faisait état de la présence de déchets radioactifs sur et dans le sol biennois. Ils ont été découverts lors de sondages effectués dans le cadre des travaux de l'A5. Le Conseil municipal était au courant depuis neuf mois et la population n'a pas été informée. L'Office fédéral de la santé publique et l'Office cantonal compétent en la matière sont au courant depuis deux ans et ils n'ont également pas informé la population. Pour le Groupe des Verts, cette situation est inacceptable. Que le danger pour la santé soit important ou non, il fallait communiquer. Pour une raison, qui nous échappe, les autorités se sont tues. Le Conseil municipal n'aurait-il pas dû prendre auprès du Canton et de l'Office fédéral de la santé publique un rôle actif dans la communication au lieu d'attendre? Fallait-il un danger imminent pour qu'il informe au moins les habitant(e)s du quartier? Le Groupe des Verts exige, aujourd'hui, une transparence impérative. Il faut s'assurer, que d'autres jardins et d'autres quartiers n'ont pas également été contaminés, à une époque où l'industrie régnait en maître. Effectivement, on est plus dans les années 50 où la connaissance était limitée aux industriels et où les problèmes étaient balayés sous le tapis! Aujourd'hui, tout le monde sait ce qui est radioactif. Le cadastre des sites pollués indique où se trouvent les déchets potentiellement dangereux et il faut un examen précis et une communication transparente. Mais ce n'est pas tout, l'industrie doit également faire son examen de conscience. Elle ne peut pas dire, qu'elle ne savait pas! On dispose, en 2014, d'une technologie, qui doit permettre de produire proprement. Il faut l'exiger. C'est un devoir moral. Il ne faut plus laisser faire n'importe quoi. Il n'est pas permis de fermer les yeux sur des agissements, qui sont irresponsables. L'être humain ne maîtrise pas la radioactivité, il ne l'a jamais fait et il ne le fera pas demain. Aucun profit ne justifie l'utilisation de produits radioactifs menaçant pour la population. Il faut ouvrir les yeux et c'est notre devoir de politiciens et politicienne. C'est également le devoir des dirigeants, mais c'est aussi le devoir de l'industrie. Finalement, je dirais que le Conseil municipal a sous-estimé la situation. Il n'empêche que la confiance du Groupe des Verts, en Barbara Schwickert, reste absolument intacte.

99. 20140013 Élection de remplacement à la Commission scolaire de langue française

Suter Daniel, président du Conseil de ville: La parole n'est pas demandée et il n'y a pas d'autres propositions que celle de Madame Nicole Vauclair-Cudré-Mauroux

Vote

Est élue à la Commission scolaire de langue française sur proposition des Conseils des parents, en remplacement de Monsieur Alain Buhagiar Grosz:

Madame Nicole Vauclair-Cudré-Mauroux**100. 20130367 L'axe nord (Faubourg du Lac ouest) / Assainissement et optimisation de la circulation / 2^{ème} étape / crédit d'engagement**

Bohnenblust Simon. GPK: Nordachse, Seevorstadt West, strassenbauliche Sanierung und Verkehrsoptimierung 2. Etappe: Aus dem Titel des vorliegenden Projekts sind bereits seine wesentlichen Punkte ersichtlich. Es geht um die 2. Etappe der Sanierung Seevorstadt, die eine Fortsetzung der 1. Etappe ist. Dabei soll der Deckbelag für die Autofahrenden, für die Velofahrenden und für die FussgängerInnen saniert und optimiert werden.

Kurz zur Vorgeschichte: Im Juli 2008 stimmte das Stimmvolk der 1. Etappe der strassenbaulichen Sanierung und Verkehrsoptimierung der Nordachse zu. Die Arbeiten auf der Seevorstadt Ost, Mühlebrücke und Kanalasse konnten im Spätsommer 2012 mit dem Einbau des Deckbelags abgeschlossen werden. Im nun vorliegenden Projekt geht es um die Sanierung und Verkehrsoptimierung der 2. Etappe, also der Seevorstadt West vom Seefels-Kreisel bis zur Einmündung Spitalstrasse. Gleichzeitig soll zur Förderung des öffentlichen Verkehrs im Abschnitt zwischen Haltestelle Magglingenbahn und Einmündung Viaduktstrasse eine Busspur gebaut werden. Für dieses Projekt wird ein Verpflichtungskredit von brutto CHF 4,2 Mio. beantragt. Bund und Kanton werden sich via Agglomerationsprogramm mit rund CHF 750'000.- an den Kosten beteiligen. Eine weitere Drittfinanzierung durch die kantonale Denkmalpflege ist ebenfalls zu erwarten, aber zum heutigen Zeitpunkt noch nicht bezifferbar. So hat die Stadt netto noch maximal CHF 3,5 Mio. zu leisten. Dies sind kurz zusammengefasst die wichtigsten Punkte dieses Projekts.

Die GPK möchte auf einige spezifische Punkte hinweisen:

- Zur Bauphase: die Erfahrungen aus der 1. Etappe werden genutzt. So wird immer eine zweispurige Verkehrsführung möglich sein. Zuerst wird die Verbreiterung auf der Südseite realisiert. Wenn die Arbeiten auf der Nordseite beginnen, kann der neu gewonnene Platz auf der Südseite bereits genutzt werden. So kommt es zu keiner Verschmälerung der Verkehrsführung. Zum Schluss werden noch die Arbeiten in der Strassenmitte realisiert, weshalb es zu einer sogenannten Inselbaustelle in der Mitte der Fahrbahn kommen wird. Wie schon in der 1. Etappe wird es während ungefähr einem Tag trotzdem zu einer Totalsperrung kommen,

wenn möglich an einem Sonntag. Die Fahrgeschwindigkeit wird sich wahrscheinlich leicht verringern, wie das bei Baustellen häufig der Fall ist, denn sie muss den Verhältnissen angepasst werden. Für die Velofahrenden wird es keine spezielle Lösung geben, aber es gibt ja gewisse Möglichkeiten, diese Strecke zu umfahren.

- Zum Baumersatz: es werden nur Bäume ersetzt, die sowieso ersetzt werden müssten, weil sie in einem schlechten Zustand sind. Es ist zu beachten, dass Alleen immer einen gewissen Unterhalt benötigen und es alle paar Jahre zu Veränderungen kommt. Im Zusammenhang mit dem vorliegenden Projekt kommt es nun einfach zu einer grösseren Veränderung. Die Arbeiten werden in Absprache mit der Stadtgärtnerei durchgeführt, und es ist vorgesehen, neue Bäume mit einem Stammdurchmesser von 22 bis 26 cm zu pflanzen. Das sind also schon recht stattliche Bäume und es wird zu keiner grösseren Beeinträchtigung des Stadtbildes kommen.
- Zum Lärm: Die heutige Strasse hat einen ziemlich geflickten Belag. Neu wird ein sogenannt lärmarmere Belag eingebaut. Neben den Verbesserungen, die ein neuer Belag ohnehin mit sich bringt, wird dieser Belag den Lärm zusätzlich dämpfen. Es kommt also zu einer Entlastung der Anwohnerschaft.
- Zu den Beiträgen: Im Bericht ist erwähnt, dass für Beiträge aus dem Agglomerationsprogramm eine Vereinbarung vorliegen müsste. Die Verhandlung über diese Vereinbarung stockt im Moment. Mit den Arbeiten kann erst begonnen werden, wenn die Vereinbarung geschlossen ist. Wenn dies nicht der Fall ist, muss das Bundesamt für Strassen (ASTRA) die Bewilligung für den Start der Bauarbeiten geben. Es wird angenommen, dass die Abrechnung Ende 2016 fertiggestellt wird. Zu diesem Zeitpunkt sollte die notwendige Vereinbarung auch finalisiert werden können. Die Beiträge der Denkmalpflege sind heute noch nicht genau bezifferbar. Es wird aber angenommen, dass sie im Bereich von wenigen CHF 10'000.- liegen werden. Bei der 1. Etappe ging es um rund CHF 100'000.-, wobei dort aber auch viel mehr Eingriffe nötig waren, die durch die Denkmalpflege mitfinanziert wurden.
- Zur A5: Der Ostast ist im Bau. Der Westast wird sehr wahrscheinlich realisiert, die genaue Planung ist heute aber noch nicht ganz klar. Ein Hinauszögern des vorliegenden Projekts macht keinen grossen Sinn und würde in der Gesamtbetrachtung sogar zu Mehrkosten führen. Der heutige Belag muss auf jeden Fall ersetzt werden. Er hat seine Lebensdauer längstens überschritten. Im Hinblick auf das Projekt Sanierung Nordachse wurden diese Arbeiten immer wieder hinausgeschoben. Es dürfte sichergestellt sein, dass der neue Belag mindestens 10 Jahre bestehen bleibt, bevor die Arbeiten für den Westast ausgeführt werden.

Der Unterhalt der Verkehrsinfrastruktur ist ein wichtiger Aspekt des Stadtunterhalts. Die Nordachse wird auch nach dem Bau und der Eröffnung des Ostasts der A5 - wahrscheinlich frühestens 2016 - einen grossen Anteil des Verkehrs zu bewältigen haben. Die Verbesserung der Situation für alle Verkehrsteilnehmenden, insbesondere für den Langsamverkehr, ist ein wichtiger Aspekt. Deshalb empfiehlt die GPK das Geschäft Nordachse 2. Etappe mit einem Verpflichtungskredit von brutto CHF 4,2 Mio. (ohne Berücksichtigung der zu erwartenden Beiträge von mindestens CHF 750'000.-) zur Annahme.

Paronitti Maurice, au nom du Groupe FDP/PRR/EVP/EDU: Le Groupe FDP/PRR/EVP/EDU vous recommande presque à l'unanimité d'accepter ce crédit

d'engagement pour une réalisation sans étapes. C'est la suite d'un projet plus global. Les dépenses prévues sont acceptables pour un travail de cette dimension et de cette utilité. Il n'y aura pas de diminution de trafic, mais les nuisances pourront mieux être canalisées et réduites.

Känzig Urs, Fraktion Grüne: Unsere Fraktion unterstützt den Antrag des Gemeinderats. Den Grünen sind der öffentliche Raum und seine Infrastruktur zentrale Anliegen. Dazu gehören auch Strassen und Plätze. Deshalb muss ein Teil der unbestrittenermassen knappen Mittel dafür eingesetzt werden. Wie der Presse entnommen werden konnte, hat Biel im Vergleich zu anderen Städten im Bereich Verkehrssicherheit einen gewissen Nachholbedarf. Mit dem beantragten Verpflichtungskredit kann die Sanierung und Optimierung der Nordachse abgeschlossen werden. Die Situation wird auf der ganzen Strecke zwischen Mühlebrücke und Krautkuchen für alle Verkehrsteilnehmenden verbessert. Dabei muss die schöne Allee an der Seevorstadt kaum tangiert werden. Was wollen wir mehr?

Eine zusätzliche Etappierung oder Verschiebung der Sanierung erscheint der Fraktion Grüne nicht zweckmässig. X-fach etappierte Bauprojekte kosten erfahrungsgemäss deutlich mehr. Eine rasche Projektabwicklung ist deshalb sowohl aus finanzieller Sicht als auch aus der Sicht der direkt Betroffenen (z.B. Verkehrsteilnehmende oder Anwohnerschaft) deutlich besser. Da der Westast der A5 frühestens in 10 Jahren gebaut wird, müssen auch keine frisch geteerten Strassen oder frisch gepflasterten Verkehrsinseln vorzeitig wieder verändert werden. Die Fraktion Grüne ist also tatsächlich in der Lage, ein Strassenbauprojekt zu unterstützen, wenn alle Verkehrsteilnehmenden angemessen berücksichtigt werden und der Einsatz der Mittel zweckmässig ist. In diesem Sinn bittet unsere Fraktion den Stadtrat, den Antrag des Gemeinderats zu unterstützen.

Vuille André, au nom du Groupe PPB/PDC/PBD: Le Groupe PPB/PDC/PBD trouve judicieux de réaliser ce projet d'assainissement et d'optimisation de l'axe nord. Il permet des améliorations pour les piétons, pour les cyclistes, pour les transports publics ainsi que pour le trafic des autres véhicules. Ce qui est important c'est qu'il ne faut pas attendre la réalisation de la liaison avec l'A5 avant de commencer les travaux. Nous soutenons le projet et remercions Madame Schwickert ainsi que ses collaborateurs et collaboratrices pour la parfaite présentation du projet qui s'est déroulée sur place le 27 mai.

Scherrer Martin, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Auch unsere Fraktion unterstützt das vorliegende Projekt und empfiehlt Zustimmung. Dies nicht unbedingt deshalb, weil es sich um ein Strassenbauprojekt handelt, sondern weil es eine der meistbefahrenen Achsen der Stadt betrifft. Besonders nordseitig ist die fragliche Strasse sehr unübersichtlich und eng. Mit der Schaffung von Trottoirs, Velostreifen und Busspur werden Verbesserungen für alle Verkehrsteilnehmenden erreicht. Das beweist die Umsetzung der 1. Etappe, die sogar vom Stimmvolk genehmigt wurde. Dort wurde es für alle Verkehrsteilnehmenden deutlich besser und sicherer. Unsere Fraktion geht davon aus, dass die Umsetzung der 2. Etappe zu einem verbesserten Verkehrsfluss führen wird. Mit CHF 4,2 Mio. ist die 2. Etappe deutlich günstiger als die 1. Etappe. Auf die Realisierung des Westasts A5 kann definitiv nicht gewartet werden. Aus Sicht unserer Fraktion besteht auch kein direkter Zusammenhang

zwischen der Sanierung Nordachse und der A5. Der Fraktion SVP/Die Eidgenossen ist es aber wichtig, dass der Verkehr auch während der Bauphase möglichst störungsfrei zirkulieren kann. Ein Verkehrszusammenbruch auf dieser Achse ist undenkbar, denn ein solcher hätte Auswirkungen auf den Verkehr in der ganzen Stadt. Deshalb ist es ganz wichtig, dass der Verkehr während der Bauphase wirklich zweispurig zirkulieren kann, mit Ausnahme des einen Tags, an dem der Deckbelag eingebaut wird.

Steinmann Alfred, Fraktion SP: Der letzte Teil der Nordachse soll für 4,2 Mio. saniert werden. Nordseitig entsteht ein neues Trottoir. Das ist besonders wichtig, weil dort zurzeit noch keines besteht. Auch die neuen Fussgängerinseln sind wichtig, denn das Gymnasium Alpenstrasse steht bald leer und soll anderweitig genutzt werden, vielleicht wieder durch eine Schule. Die zukünftigen SchülerInnen, aber auch die Anwohnerschaft, müssen die Seevorstadt sicher überqueren können. Beidseitig der Seevorstadt soll eine Velospur aufgemalt werden. Für die Velofahrenden ist der heutige Zustand unzumutbar. Ihnen stellen sich Äste in den Weg, ausweichen ist lebensgefährlich. Auch bekommt der Bus stadteinwärts eine eigene Fahrbahn. Der Bus nach Vingelz bleibt heute regelmässig im Stau stecken. Die geplante Busfahrbahn wird die Fahrzeit zwar nur wenig verkürzen, trotzdem ist sie wichtig. Für die Autofahrenden gibt es eine neue Einspurstrecke zum Parkplatz Strandboden. Die ganze Strasse bis zur Unterführung soll einen neuen, lärmindernden Belag erhalten. Die Sanierung des letzten Teilstücks der Nordachse tangiert den Perimeter der A5 beim Anschluss Seevorstadt. Sowohl die Anschluss-Variante "Sichel", die auf die Neuenburgstrasse und den Strandboden führt, als auch die von der Stadt bevorzugte Variante "Sputnik" tangieren die strassenbaulichen Sanierungen der Nordachse. Allerdings wird an den betroffenen Stellen nur der Belag ersetzt. Weil der Baubeginn des Westasts A5 erst in etwa 10 Jahren erfolgt, ist eine Sanierung trotzdem sinnvoll, insbesondere deshalb, weil der Belag ja ohnehin ersetzt werden muss. Schade ist, dass für das Projekt verschiedene Bäume gefällt werden müssen.

Insgesamt ist die Sanierung mehrheitlich positiv. Profitieren würden die Autofahrenden, die Velofahrenden, die FussgängerInnen, der öffentliche Verkehr und nicht zuletzt die Anwohnenden. Wäre da nicht das Damoklesschwert der Finanzen... Hat die strassenbauliche Sanierung Priorität? Gibt es nicht wichtigere Projekte? Wie steht es mit der Sanierung der Schulhäuser oder der Attraktivierung der Innenstadt? Diese Fragen stellte sich auch unsere Fraktion. Eine Mehrheit hat sich entschlossen, dem vorliegenden Projekt zuzustimmen, aber nur, wenn auch weiterhin genügend Geld für die Renovation der Schulhäuser und für die Innenstadttattraktivierung, aber auch für die Kultur zur Verfügung gestellt werden kann. Vielleicht braucht es auch neue finanzielle Mittel, damit alle wichtigen Projekte realisiert werden können. Die Fraktion SP ist davon überzeugt, dass das vorliegende Projekt gut ist. Die Priorität ist bei ihr aber umstritten.

Wiher Max, Fraktion GLP: Ich möchte die bereits erwähnten befürwortenden Argumente nicht wiederholen. Unsere Fraktion schliesst sich ihnen an. Diese Sanierung muss jetzt ohne Verzögerung angegangen werden. An dieser Stelle möchte ich noch eine gute Idee aufgreifen, die anlässlich der Informationsveranstaltung geäußert wurde. Dabei geht es darum, den Veloverkehr in zwei Gruppen einzuteilen, eine schnelle und eine langsame. Die schnellen Velofahrenden wollen auf der Strasse zu ihrer Sicherheit mehr Platz. Die langsamen

Velofahrenden sollen weiterhin durch die Allee fahren dürfen, um die Umgebung geniessen zu können. Das ist eine Anregung der Fraktion GLP.

Treu Hervé, PSR: Le projet me paraît très bien préparé et j'ai souscrit à tous les arguments positifs alignés, sauf à ceux que je vais relever. Ce projet est nécessaire, mais il contient des points qui me paraissent délicats. Des arbres et des surfaces vertes vont être supprimés. Il y deux jours, je me suis promené le long du Faubourg du Lac et j'ai noté sur un plan tous les arbres qui vont être supprimés. Je pense que les arbres en question ne sont pas tous en mauvais état et qu'un ou l'autre peut être préservé. La surface verte, qui est nécessaire pour faciliter la circulation, est importante. Jusqu'à présent, c'était une pelouse, donc il n'y avait pas de biodiversité. Beaucoup de personnes m'ont dit qu'elles étaient gênées par la circulation, parce qu'entre la promenade et la route il n'y a rien qui retient la vision ou le bruit. Or, on pourrait imaginer d'y planter des bosquets, pas continus bien sûr. Dans ce sens, je souhaite de petites modifications du projet, qui ne coûteraient pas très cher. C'est mon avis personnel et je pourrais souhaiter, que les Verts y souscrivent. Pourquoi la circulation du bus qui va à Vigneules n'a-t-elle pas été déviée par la rue du Débarcadère, ce qui soulagerait le Faubourg du Lac?

Dunning Samantha, PSR: Je suis convaincue, que ce projet est très utile et important. Cependant, je m'interroge sur les priorités de notre Ville. Une forte majorité de la droite soutient ce projet. Peut-on s'attendre, à ce que cette même majorité soutienne les projets sociaux et culturels, qui seront prochainement présentés au Conseil de ville? N'étant pas totalement convaincue par la priorité de ce projet, je m'abstiendrai.

Sylejmani Ali, PSR: Ce soir, je veux vous rappeler à la cohérence. Depuis quelques mois, la Ville de Bienne s'est transformée en ville sans toilettes publiques. Beaucoup de gens se plaignent des évènements liés au manque de toilettes publiques. Il s'agit d'une somme de 300'000 francs économisés. Les toilettes publiques sont le miroir d'une ville. Maintenant, les gens doivent aller au restaurant et payer pour aller aux toilettes, pourtant il s'agit de citoyens et citoyennes, qui paient des impôts. C'est un devoir des services publiques de la Ville, de mettre à disposition des toilettes publiques. Je ne suis pas convaincu de la priorité du projet en discussion. Des collègues, qui sont facilement d'accord avec la construction d'un pont, d'un giratoire ou comme ici, avec l'assainissement de l'axe nord, ne sont jamais d'accord de dépenser de l'argent pour un théâtre de qualité. Je veux rester cohérent. Dans l'état actuel des finances, je ne soutiendrai que l'assainissement et la rénovation des écoles et des institutions culturelles et sociales.

Briechle Dennis, GLP: Nach der überwiegend positiven Aufnahme dieses Geschäfts durch die Fraktionen möchte ich noch einige kritische Bemerkungen anbringen. Mir leuchtet die Dringlichkeit dieses Projektes nicht ein. Die Investitionsplanung 2014 - 2018 weist Projekte im Umfang von fast CHF 240 Mio. auf. Das entspricht etwa CHF 48 Mio. pro Jahr. Dabei handelt es sich nur um die dringenden Projekte. Notwendig und wünschenswert sind weitere Projekte im Umfang von CHF 221 Mio.. Da die Stadt Jahr für Jahr rote Zahlen schreibt, ist eine klare Priorisierung notwendig. Für das Sahlgut-Schulhaus hat der Stadtrat anlässlich seiner Sitzung vom 15. Mai 2014 gerade das dringend Notwendige beschlossen, bei Unionsgasse- und Dufourschulhaus erinnern die Baugerüste täglich an den schlechten Zustand der

Bausubstanz. Deshalb kann ich das grosse Wohlwollen für dieses Strassenbauprojekt in einer eher links-grünen Stadt nicht ganz nachvollziehen.

Zum konkreten Projekt: Die Vorzüge wurden bereits ausführlich genannt, ich möchte noch einige kritische Anmerkungen machen. Natürlich verbessert das nordseitige Trottoir die Sichtverhältnisse. Für Velofahrende in Richtung See wird es angenehmer werden. Aber machen wir uns nichts vor: Ungeübte Velofahrende werden auch künftig die südseitige Promenade benützen, ob das nun verboten ist oder nicht. Zur Busspur: Alle kennen die Probleme der Linie 11, und sicher könnte argumentiert werden, jeder Meter zusätzliche Busspur sei gut. Ob aber die knapp 100 m Busspur, die mit vorliegendem Projekt geschaffen werden sollen, die Dinge wirklich zum Guten wenden, wird sich zeigen müssen. Anlässlich der Besichtigung wurde die Möglichkeit angesprochen, die Spur allenfalls gegen Westen noch etwas zu verlängern. Wie sieht das heute aus? Vielleicht kann die zuständige Direktorin dazu noch etwas sagen. Es wurde auch bereits angesprochen, dass das Projekt in der Breite bis zu 3,5 m heutige Grünfläche benötigt, die zusätzlich und ersatzlos versiegelt und verbaut werden soll. Schliesslich aber - und das ist der Hauptgrund, weshalb ich diesem Projekt relativ kritisch gegenüber stehe - wird der Westast der A5 die Nordachse an deren westlichem Ende kreuzen. Dabei ist noch nicht einmal klar, mit welcher Variante die A5 an die Seevorstadt angeschlossen wird. Die Sanierung der Nordachse soll 2016 abgeschlossen werden. Der Bau des Westastes beginnt gemäss Homepage der Baustelle und gemäss Medienorientierung vom März 2013 zum generellen Projekt 2019 oder 2020. Wenn die neu gestaltete und geteerte Seevorstadt an ihrem westlichen Ende nach nur wenigen Jahren wieder aufgerissen wird, halte ich das für einen Schildbürgerstreich erster Güte. Mir wurde gesagt, dass der Baubeginn des Westastes zumindest im fraglichen Bereich erst später erfolgen werde, so dass die neu gestaltete Seevorstadt nach ihrem Abschluss für mindestens 10 Jahre bestehen bleibt und erst danach allenfalls durch den Autobahnbau tangiert würde. Gerne würde ich dies von der zuständigen Direktorin zu Händen des Protokolls bestätigt erhalten.

Bohnenblust Peter, FDP: Unsere Fraktion ging davon aus, dass dieses Geschäft unbestritten sei. Deshalb hat sich ihr Fraktionssprecher nur kurz geäussert. Nachdem von linker Seite Fragen gestellt wurden und Herr Wiher etwas zum Veloverkehr sagte, erlaube ich mir nun doch noch, das Wort zu ergreifen. Auch unsere Fraktion will zum Geld Sorge tragen. Sie hat sich gefragt, ob es die 2. Etappe überhaupt braucht. Sie machte sich Überlegungen zum Kosten-Nutzen-Verhältnis. Sie fragte sich auch, ob eine weitere Etappierung sinnvoll wäre, und ob auf den Westast A5 gewartet werden sollte. Viele Fraktionsmitglieder besuchten die bereits erwähnte Informationsveranstaltung. Die Fraktion fragte sich, ob gewisse Punkte abgeändert werden sollten, insbesondere bezüglich des Veloverkehrs auf der Promenade. Nach eingehender Diskussion kam sie zum Schluss, keine Änderungsanträge zu stellen, weil das Projekt durchdacht und notwendig ist. Der Deckbelag muss ohnehin ersetzt werden und kostet alleine fast CHF 1 Mio.. Sein Zustand ist schlecht und für alle Verkehrsteilnehmenden gefährlich. Dieses Geld müsste also ohnehin ausgegeben werden. Zudem machte sich die Fraktion Gedanken zu drei Sicherheitsaspekten, die zum Teil auch bereits erwähnt wurden:

1. Die Fussgängerübergänge werden neu mit einer Insel ausgestattet. Das hat zwei Effekte: Einerseits ist es sicherer für die FussgängerInnen, weil sie in der Mitte anhalten und sich neu orientieren können. Andererseits wird der Verkehrsfluss unterstützt, weil ein Fussgängerstreifen mit Insel vor dem Gesetz als zwei

Fussgängerstreifen gilt. Dadurch kann der Verkehr länger fließen, denn die Autos müssen erst später anhalten.

2. Auch die Velostreifen erfahren eine wichtige Verbesserung. Sie sind durchgehend und werden nicht mehr wegen Strassenverschmälerungen bei Fussgängerinseln unterbrochen. Das ist eine wichtige Verbesserung der Sicherheit.

Zur von der Fraktion GLP angeregten Trennung zwischen schnellem und langsamem Veloverkehr: Das ist ein Gedankenspiel, aber der Stadtrat hat sich an Gesetze und Regeln zu halten. Das Fahrverbot auf der Promenade gilt auch für langsame Velofahrende. Ich sehe keinen Grund für eine solche Unterscheidung. Alle kennen das Konfliktpotenzial zwischen Velo- und Fussverkehr. Kürzlich ist in Bern ein ähnliches Projekt gerade wegen dieses Konfliktpotenzials mit 106 zu 1 Stimmen gescheitert. In den Stadtratsunterlagen zum vorliegenden Projekt steht ausdrücklich, solche Konflikte müssten gelöst werden. Es braucht eine Fläche für FussgängerInnen mit Kindern und Hunden, wo sie nicht durch Velofahrende gestört werden. Dafür ist die vorliegende Lösung mit den Velostreifen sehr gut. Unsere Fraktion findet die Busspur sinnvoll. Der öffentliche Verkehr kann damit dem Stau ausweichen. Könnte diese Spur auch von Taxis genutzt werden?

Thomke Friedrich, BVP: Dieses Projekt muss ausgeführt werden, das ist klar. Langsame Velos, also zum Beispiel Familien mit Kindern, sollten auf der Promenade fahren können, die schnellen Velos gehören auf die Strasse. Ich war schon oft in ausländischen Grossstädten, wo dieses Nebeneinander wunderbar klappte. Nur in Biel klappt es nicht, denn einige fahren der Schuss entlang wie auf einer Rennstrecke. Das ist einfach falsch!

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Ich danke für die grundsätzlich gute Aufnahme dieses Geschäfts. Ich möchte auch allen danken, die an der gut besuchten Informationsveranstaltung teilnahmen. Gerade bei einem derart komplexen Projekt ist es gut, wenn Fragen direkt den anwesenden Fachpersonen gestellt werden können. So konnte vor Ort einiges geklärt werden. Andererseits kamen aber auch Anregungen. Das schätze ich sehr.

Die 1. Etappe ist bereits in Betrieb und hat sich bewährt. Die Umsetzung ist sehr gut gelungen. In der 2. Etappe, die etwa halb so lang ist, geht es ähnlich weiter. Das nordseitige Trottoir und die Velostreifen werden weitergeführt. Das ganze Konzept wird bis zum See durchgezogen. Verschiedene SprecherInnen haben richtig darauf hingewiesen, dass es auch um ein Verkehrssicherheitsprojekt geht. Das ist wichtig. Aber es ist auch ein Sanierungsprojekt. Herr Bohnenblust hat darauf hingewiesen, dass der Ersatz des Belags fast 1 Mio. kostet. Allein dadurch ergäbe sich aber noch keine Verbesserung der heutigen Situation und ich bin nicht sicher, ob sich nur dieses Geld lohnen würde. Auf dieser Achse wird auch künftig und nach der Eröffnung des Westasts viel Verkehr unterwegs sein. Das ist keine Strasse, die zurückgebaut wird. Mit dem vorliegenden Projekt wird deshalb für die weitere Zukunft vorgespurt. Das Projekt wurde im Verkehrsforum diskutiert. Auch dort erhielt es gute Rückmeldungen, gerade weil es die Bedürfnisse der verschiedenen Verkehrsteilnehmenden berücksichtigt. VCS und Pro Velo haben das Projekt genau so unterstützt wie der TCS, der ACS oder die Behindertenorganisationen.

Zu den verschiedenen noch offenen Einzelpunkten: Der GPK-Sprecher legte sehr gut dar, wie die Bauphase dieser anspruchsvollen Baustelle geregelt werden soll. Die

Strasse soll weiterhin in beide Richtungen befahrbar bleiben. Insbesondere braucht es keine Lichtsignalanlage. Es wäre schlimm, wenn der Verkehr auf einer Fahrbahn immer wieder angehalten werden müsste, denn das würde zu grösseren Rückstaus führen. Die Projektleitung wird darauf achten, dass die doppelspurige Verkehrsführung stets gewährleistet ist. Dazu konnten in der 1. Etappe bereits Erfahrungen gemacht werden. Ein weiteres Themengebiet sind die Bäume und der Grünraum. Wegen dem Projekt selber müssen nur sehr wenige Bäume gefällt werden. Betroffen sind die Bäume auf der Nordachse, im Garten einer Privatperson. In der Allee selber müssen wegen diesem Projekt keine Bäume gefällt werden. Die Alleebäume wurden von einem externen Experten untersucht. Der Ersatz der Bäume erfolgt nun gleichzeitig wie die Sanierung der Nordachse, müsste aber ohnehin gemacht werden. Während des Turnfests sind zwei dieser Bäume auf eine Liegenschaft gestürzt. Auch für die Sicherheit ist es also wichtig, diese Bäume hin und wieder zu ersetzen, so leid es mir tut. Anstelle der 13 zu fällenden Bäume werden 12 neue Bäume gepflanzt. Es ist also quasi ein Realersatz. Herr Treu warf die Idee auf, Büsche zu pflanzen. Ich kann heute dazu nicht Stellung nehmen. Ich nehme die Anregung entgegen und lasse sie prüfen. Ich könnte mir vorstellen, dass dabei auch noch die Denkmalpflege mitreden möchte. Es geht um eine geschützte Allee. Trotzdem nehme ich die Idee gerne auf.

Auch das Thema Busführung wurde angesprochen. Dazu gebe ich anschliessend gerne das Wort an Herrn Fehr weiter, der für den öffentlichen Verkehr und die Verkehrsbetriebe zuständig ist. Es stimmt, dass Gemeinde- und Stadtrat immer wieder abwägen müssen, welche Projekte umgesetzt werden sollen. Herr Briechle sagte richtig, dass in der Investitionsplanung verschiedenste Projekte aufgelistet sind, die der Gemeinderat gerne realisieren möchte. Er muss wirklich gut priorisieren. Ich möchte aber davor warnen, die Schule gegen die Strasse oder den öffentlichen Raum auszuspielen. Es wurde richtig gesagt, dass es beides braucht. Beides ist städtische Infrastruktur. Ich möchte daran erinnern, dass in letzter Zeit mehr für den Schulraum investiert wurde als in Projekte der Abteilung Infrastruktur. Nur ein Beispiel: Die grösste städtische Baustelle ist im Moment im Schulbereich, nämlich beim Schulhaus Châtelet. Dafür haben Stadtrat und Stimmbevölkerung über 30 Mio. gesprochen. An der letzten Stadtratssitzung wurde ein Kredit für das Schulhaus Sahligut bewilligt. Der andere Teil der Infrastruktur muss auch gepflegt werden.

Es kamen auch Fragen zur A5 auf. Soll auf den Westast gewartet werden? Mit der Erneuerung des Deckbelags kann nicht so lange zugewartet werden. Wie soll die Stadt mit dem Anschluss an die A5 und mit allen anderen offenen Fragen umgehen? Einerseits wurden mit dem Kanton gewisse Absprachen getroffen, die aber sehr bedingt sind, weil die Linienführung des Westasts ja noch nicht klar ist. Im westlichen Teil der Nordachse soll heute aber nur ein Minimum realisiert werden, im letzten Teil gar nur noch der Belag. Ansonsten wird dort kein Geld für Aufwertungsmassnahmen investiert. Damit bleibt die Stadt flexibel. Wenn in ungefähr 10 Jahren an der fraglichen Stelle tatsächlich mit dem Bau des Westasts begonnen wird, würden dadurch keine grossen Werte dieses letzten Teilstücks vernichtet. Die Lebensdauer eines Belags auf einer so stark belasteten Strasse beträgt ungefähr 15 Jahre. Der Belag wird also 2/3 seiner Lebensdauer hinter sich haben. Aus Sicht des Gemeinderats ist es verantwortbar, den Belag bis zum Kreisel zu erneuern.

Die neue Busspur wird auch für Taxis befahrbar sein. Im Zusammenhang mit der Busspur war auch noch die Frage, ob diese in Richtung Westen noch etwas verlängert werden könnte. Das wurde in der Zwischenzeit abgeklärt. Aus Sicherheitsgründen sind zweispurige Fahrbahnen in gleicher Richtung vor ungesicherten Fussgängerübergängen nicht wünschenswert. Unter Umständen könnte die Busspur noch ungefähr 10 m in Richtung Osten verlängert werden, aber auch dabei gibt es gewisse Schwierigkeiten. Aus Sicherheitsgründen hat sich der Gemeinderat deshalb entschlossen, bei der vorgeschlagenen Länge zu bleiben.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Herrn Treus Überlegung betreffend 11er-Bus wäre richtig, wenn dessen einziger Zweck die Erschliessung von Vingelz wäre. Vingelz ist aber nur das Endziel der Linie, die gleichzeitig das Amthaus, die Museen und die Magglingenbahn bedient. Wenn die Linienführung des 11er-Busses geändert würde, gingen andere wichtige Destinationen im Gesamtsystem des öffentlichen Verkehrs verloren. Damit ist eine Linienführung über die Badhaus- und Ländtestrasse nicht möglich. Eine gleichzeitige Erschliessung der Schiffländte wiederum geht aufgrund des Passagieraufkommens, der Fahrzeuggrösse und anderer Konfigurationen nicht. Selbstverständlich ist es nicht ausgeschlossen, dass es längerfristig - beispielsweise wegen des Regiotrams oder wegen der Erschliessung von AGGLOlac - generell zu neuen Buserschliessungen kommen wird. Ein generelles Ziel der Linie 11 dürfte die Magglingenbahn sein, die wiederum die Erschliessung der Sportschule sicherstellt. Das Bundesamt für Sport (BASPO) sorgt heute dafür, dass BesucherInnen der Sportschule möglichst mit dem öffentlichen Verkehr anreisen. Entsprechend gefragt ist diese Buslinie. Kurz- und mittelfristig ist Herrn Treus Wunsch deshalb nicht realisierbar.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 26 mars 2014 concernant l'axe nord (Faubourg du Lac ouest), assainissement et optimisation de la circulation, 2^{ème} étape et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a, en relation avec l'art. 14, al. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), ainsi que sous réserve du référendum facultatif, le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Un crédit d'engagement de 4,2 millions de fr. est accordé pour l'axe nord (Faubourg du Lac ouest), assainissement et optimisation de la circulation, 2^{ème} étape.
2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement ou à une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée est d'ores et déjà approuvé.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou s'avéreraient nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas de manière notable le caractère de l'ensemble. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

101. Motion urgente interpartis 20140047, Martin Scherrer, Groupe UDC/Les Confédérés, Christian Löffel, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU, André Vuille, Groupe PPB/PDC/PBD, Nathan Güntensperger, Groupe PVL, "Réduction des subventions pour le budget 2015"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter en tant que tel.

Scherrer Martin, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Bei der vorliegenden Motion geht es um ein ergebnisrelevantes Vorhaben. Der Voranschlag 2014 weist ein Defizit von fast CHF 19 Mio. aus. Unsere Fraktion brachte in der entsprechenden Budgetdiskussion dort wo sie Sparpotential sah sehr viele Einzelvorschläge ein. Einerseits wurde kritisiert, dass alles Einzelvorschläge waren. Es solle lieber ein Globalvorschlag unterbreitet werden, dann sei es zumindest teilweise dem Gemeinderat überlassen, wo er sparen wolle. Andererseits wurde gesagt, solche Sparvorschläge sollten nicht immer erst während der Budgetdebatte gestellt werden, sondern vorgängig. Das ist der Grund für den vorliegenden Vorstoss. Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen hält beide Forderungen ein. Sie sagt nicht im Detail, bei welchen Institutionen gespart werden soll. Sie gibt eine globale Zielvorgabe. Zudem wurde der Vorstoss vor der Budgetdebatte 2015 eingereicht. Die Antwort des Gemeinderats ist enttäuschend. Eigentlich sagt er jetzt, so könne es auch nicht gemacht werden, denn ein solch globaler Vorschlag werde der Problematik nicht gerecht. Diese Argumentation ist schlicht falsch und kann nur von Personen kommen, die nie in der Privatwirtschaft gearbeitet haben. Der Stadtrat ist das Aufsichtsorgan dieser Stadt, mandatiert durch die Stimmbevölkerung. In der Privatwirtschaft entspricht dies dem Verwaltungsrat. Wenn ein Verwaltungsrat feststellt, dass seine Firma in finanzielle Schieflage gerät, sagt er in der Regel den einzelnen Angestellten nicht, wo sie sparen sollen. Er verlangt vielmehr, dass die Ausgaben beispielsweise um 20% gesenkt werden und überlässt es der Geschäftsleitung, in unserem Fall dem Gemeinderat, wie diese Vorgabe umgesetzt werden soll. Genau das macht der vorliegende Vorstoss. Er setzt eine Zielvorgabe, mit der die Stadt irgendeinmal zu einem ausgeglichenen Voranschlag kommen sollte. Er überlässt es dem Gemeinderat, dem Stadtrat im Rahmen der Budgetdebatte aufzuzeigen, wo er sparen will. Aus dieser Sicht kann ich die Argumentation des Gemeinderats nicht nachvollziehen. In der Zwischenzeit gehe ich davon aus, dass der Gemeinderat erwartet, er könne mit einem Riesenwurf CHF 20 Mio. Budgetdefizit einfach so bereinigen und beim Volk durchbringen. Meines Erachtens ist das nicht möglich. Es muss schrittweise gehandelt werden. Weil der Gemeinderat in den letzten Jahren geschlafen hat, müssen diese Schritte in der Zwischenzeit einfach ziemlich gross werden. Im Voranschlag 2015 muss aber ein solcher Schritt erfolgen. 20% ist kein grosser Schritt, sondern ein kleiner. Es wird sich zeigen, dass die laufende Analyse zur Haushaltsanierung deutlich mehr Sparpotenzial ausweisen wird als 20%. Ein Postulat macht aus meiner Sicht keinen Sinn, denn ein solches würde einfach verschwinden. Der Gemeinderat würde es nach der Budgetdebatte 2015 abschreiben wollen. Er könnte sagen, der Vorstoss sei erledigt, obschon gar nichts passiert wäre. Deshalb halten die Motionäre die Motion aufrecht (*Zwischenrufe*). Die Motionäre sind sich zwar nicht einig... Herr Güntensperger und ich wollen die Motion aufrecht erhalten, Herr Vuille und Herr Löffel möchten sie in ein Postulat umwandeln. Ich bin

der Erstunterzeichnende und die Motion wurde von meiner Fraktion verfasst. In diesem Sinn **halte ich an der Motion fest**, damit der Druck auf den Gemeinderat aufrecht erhalten bleibt, und damit hinsichtlich Voranschlag 2015 wirklich etwas geht.

Vuille André, au nom du Groupe PPB/PDC/PBD: Le texte de la revendication des motionnaires était volontairement radical. Dans sa réponse, le Conseil municipal promet que toutes les prestations seront examinées dans le cadre du projet "Assainissement durable des finances communales". Le Groupe PPB/PDC/PBD prend en considération cette promesse et nous nous déclarons d'accord avec la transformation de notre motion en postulat. Cependant, il s'agira de prendre au sérieux l'esprit motionnaire dans notre intervention et nous surveillerons de près les résultats obtenus.

Hamdaoui Mohamed, au nom du Groupe socialiste: Il va de soi, que le Groupe socialiste rejettera cette motion. Bien sûr, que la question de l'attribution des subventions à des institutions culturelles et sociales n'est pas un sujet tabou. La presse consacre souvent des articles à cette problématique et surtout les institutions concernées, qui en parlent dans leurs séances de comité, dans leurs assemblées générales et lorsque elles doivent établir des budgets. Elles se posent trois types de questions:

- Ont-elles la possibilité de trouver davantage de sources de financement extérieures.
- Ont-elles la possibilité de faire des économies dans leurs budgets de fonctionnement
- Peuvent-elles créer davantage de synergies avec d'autres institutions, qui travaillent dans des domaines comparables.

Mais, la réponse à ces questions demande du temps. C'est pour cette raison, qu'il semble plus sage de transformer cette motion en postulat, pour pouvoir disposer de critères clairs, lorsque le Conseil de ville devra examiner le projet "Assainissement des finances communales", comme le propose le Conseil municipal et un certain nombre des motionnaires. Tout le monde sait, que des efforts devront être faits et ces institutions sont aussi conscientes, qu'elles devront faire des sacrifices. Mais, elles ne veulent pas pour autant être sacrifiées!

Bösch Andreas, Fraktion Grüne: Ein Motionär möchte die Motion aufrecht erhalten, ein anderer möchte sie in ein Postulat umwandeln. Vielleicht müsste der Präsident abklären, was jetzt gilt...

Zum Vorstoss selber geht unsere Fraktion in die gleiche Richtung wie der Gemeinderat. Für sie ist klar, dass der Fokus vor allem auf den Leistungen liegen sollte. Wichtig ist, welche Leistungen weiterhin unterstützt werden sollen und welche nicht mehr. Wie bereits anlässlich der Budgetdebatte erwähnt, findet sie es falsch, einfach nur auf die Einsparungen zu fokussieren. Ebenfalls findet sie es falsch, sich nur auf die Institutionen ohne oder mit 2014 auslaufendem Leistungsvertrag zu beschränken. Vielmehr sollte eine Gesamtsicht stattfinden. Die Überprüfung der Leistungen soll im Zentrum stehen. Die Fraktion Grüne will wissen, wer und welche Leistungen durch Massnahmen betroffen sind, und in welchem Kontext diese Massnahmen stehen. Das technische Sparpotenzial im Bereich der Subventionen ist logischerweise 100%. Technisch können alle Subventionen gestrichen werden. Ich

bin sicher, dass dies auch die immer wieder erwähnte Untersuchung aufzeigen wird. Während der Budgetdebatte hatte unsere Fraktion den Eindruck, die Fraktion GLP setze sich auch für die kleinen Kulturinstitutionen ein. Die in diesem Vorstoss geforderten Einsparungen dürften aber vor allem die kleinen und mittleren Kulturinstitutionen treffen, die grossen sind davon weniger tangiert. Unsere Fraktion findet es deshalb erstaunlich, dass Herr Güntensperger, der leider abwesend ist, die Motion aufrecht erhalten will. Die Fraktion Grüne wünscht eine Gesamtbetrachtung. Eine Umwandlung in ein Postulat wäre für einzelne ihrer Mitglieder vielleicht ein gangbarer Weg, die Mehrheit wird aber wahrscheinlich weder eine Motion noch ein Postulat unterstützen.

Steidle Silvia, directrice des finances: Le Conseil municipal a bien compris le souci des motionnaires de proposer des solutions en vue d'assainir les finances municipales. Il les remercie pour leurs propositions. Mais la solution proposée n'est que partielle. Monsieur Scherrer, vous omettez de dire que la plupart des petites institutions culturelles et autres, sans contrats de prestations, ont déjà subi de grandes coupures (en moyenne entre 10% et 30% dans le cadre du budget 2014). Les 20% de coupures supplémentaires représenteraient une coupe à laquelle la plupart d'entre elles ne pourraient survivre. C'est pour cela qu'il est important de mener une étude générale sur les prestations de la Ville d'une part, son attractivité d'autre part et sur les moyens à disposition, afin de pouvoir fixer des priorités. Ces études sont en cours, raison pour laquelle je vous remercie, Monsieur Scherrer, de suivre ici la proposition du Conseil municipal et de vos cosignataires, de transformer cette motion en postulat et de l'adopter en tant que tel.

Vote

sur la proposition de Monsieur Scherrer, d'adopter la motion

La proposition est refusée. En conséquence, la motion est rejetée.

102. Postulat urgent 20140046, Peter Bohnenblust, FDP, "Stop aux dépenses inutiles et évitables pour la PLACE DU MARCHÉ-NEUF: 2^{ème} essai"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Bohnenblust Peter, FDP: Ich möchte für die zeitgerechte Antwort danken und bin mit dem Antrag einverstanden. Vom Inhalt der Beantwortung bin ich aber enttäuscht. Ich hätte mehr erwartet, auch wenn die Antwort natürlich noch kein vollständiger Bericht ist. Ich lese aus der Antwort des Gemeinderats, dass er nur vorsieht, den Ausführungskredit in den Stadtrat zu bringen, und zwar gemäss dem bereits anlässlich der Diskussion zum Projektierungskredit vorgestellten Projekt. In meinem Vorstoss habe ich vier Vorschläge gemacht, die geprüft werden könnten. Ich habe das Gefühl, dass der Gemeinderat dies nicht tun will. Deshalb werde ich heute einen neuen Vorstoss einreichen, für den ich die Dringlichkeit beantrage. Damit soll dem

Stadtrat zusammen mit dem Ausführungskredit eine wirklich günstigere Variante vorgelegt werden, so dass er wählen kann, was getan werden soll.

Ausburger-Brom Dana, Fraktion SP: In unserer Fraktion stösst dieses Postulat nicht auf Unterstützung. Die Neugestaltung des Neumarktplatzes wurde im Stadtrat breit diskutiert. Die Fraktion erachtet sie als höchst prioritär. Einer grossen Mehrheit der Fraktion ist es wichtig, dass dieses Projekt seine Priorität behält. Anlässlich der Diskussion zum Ausführungskredit wird der Stadtrat noch viele Fragen haben. Mit dem im Postulat verlangten Bericht könnten vielleicht viele Fragen vorgängig geklärt werden, so dass die Diskussion um den Kredit einfacher würde. Aus dieser Sicht könnte unsere Fraktion mit dem Postulat leben.

Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts:

Monsieur Bohnenblust, le Groupe des Verts a un peu de peine avec l'imperfection du texte du postulat. À notre avis, la phrase "*Weiterer Vorschlag durch Gemeinderat?*" n'est pas une proposition précise comme elle pourrait être demandée sous forme de postulat. Le Conseil de ville a pris une décision, comme il l'aurait fait dans l'autre cas. Le Groupe des Verts attend également un engagement de votre part.

Treu Hervé, PSR: J'ai eu un contact avec l'urbaniste municipal et j'ai vu le plan de la place du Marché-Neuf. Tout le monde rêve, déjà depuis longtemps, que cette place devienne une zone de verdure, en compensation avec ce qui n'a pas été fait à la rue des Tanneurs. En 1990, les Autorités biennoises avaient promis à la population, qu'avec le nouveau plan de quartier, une double rangée d'arbres serait installée à la rue des Tanneurs. Finalement, il n'y a qu'une rangée! Maintenant, c'est l'occasion de réaliser une place avec des arbres. Cela me paraît d'une importance prioritaire pour une population, qui n'est pas forcément motorisée, qui ne va pas forcément en vélo ou qui n'habite pas forcément Vigneules. C'est une zone centrale de la Ville, où une zone verte pourrait voir le jour. Celle-ci est d'une importance considérable pour la population. Monsieur Bohnenblust parle d'un giratoire et selon le responsable des infrastructures, ce giratoire serait un véritable obstacle à la réalisation coordonnée des feux pour la circulation le long de l'axe rue du Canal et rue Franche. Je crois qu'il serait préférable, dans un proche avenir, de réaliser ce projet du parc du Marché-Neuf, sans encore engager des frais pour réaliser un giratoire, qui serait un obstacle à la fluidité de la circulation dans cet axe. Ce projet va permettre de satisfaire un espoir, que la population nourrit depuis longtemps, à savoir un centre de verdure, où malgré tout la Foire aux oignons et les carrousels pourraient s'installer. Si on déduit les subventions assurées, on arrive à une dépense de 2 mio. fr. Ceci est comparable avec la dépense de 3.5 mio. fr. pour l'axe nord. Je vous demande d'encourager nos Autorités à accélérer la réalisation de ce projet essentiel pour la population biennoise.

Schwicker Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Ich möchte dem Stadtrat empfehlen, dem Gemeinderat zu folgen und das Postulat erheblich zu erklären. Die von Herrn Bohnenblust gestellten Fragen standen bereits anlässlich der Diskussion zum Projektierungskredit im Raum. Es ist klar, dass sie beantwortet werden müssen, sobald das Ausführungsprojekt vorliegt. Es braucht nochmals eine Einschätzung zum Sinn der Neugestaltung Neumarktplatz, von der ich natürlich nach wie vor überzeugt bin. Der Stadtrat hat einen Projektierungskredit gesprochen, der sich auf einen Wettbewerb abstützt. Es ist klar, dass der Gemeinderat nun den

Auftrag hat, ein entsprechendes Umsetzungsprojekt auszuarbeiten. Der Gemeinderat arbeitet also jetzt am vorgestellten Projekt. Diese Arbeiten sind schon sehr weit fortgeschritten. Gleichzeitig entwickelt sich ein solches Projekt natürlich weiter. Das ist auch vorliegend der Fall. Es mussten auch noch etliche Fragen gelöst werden, die noch nicht bekannt waren, als der Projektierungskredit gesprochen wurde. Der Stadtrat kann aber unbesorgt sein: der Gemeinderat versucht, die Kosten möglichst zu optimieren. Zudem versucht er, die Bedürfnisse der verschiedenen künftigen Nutzenden in das Projekt mit einzubeziehen. Das alles möchte der Gemeinderat dem Stadtrat gerne darlegen, sobald diesem das Projekt wieder unterbreitet wird. Gleichzeitig möchte er Antwort geben können auf die von Herrn Bohnenblust aufgeworfenen Fragen und Vorschläge. In dem Sinn bitte ich den Stadtrat, dieses Postulat zu unterstützen.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

103. Interpellation urgente interpartis 20140045, Reto Gugger, PBD, Peter Bohnenblust, FDP, "Sécurité aux "Stades de Bienne""

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

Les interpellants sont satisfaits de la réponse du Conseil municipal.

Gugger Reto, BDP: Ich danke dem Gemeinderat und allen an der Antwort Beteiligten für die Bearbeitung der Interpellation. Auf den ersten Blick erscheinen die Antworten umfangreich. Bei genauerem Hinsehen finde ich die Aussagen aber eher oberflächlich. Es fehlt an Tiefe und Substanz. So wird zum Beispiel bei der Antwort auf die Fragen 1 und 6 erwähnt, dass derzeit ein Sicherheitskonzept für die Nutzungsphase erstellt werde. Mich hätte interessiert, wann dieses vorliegen wird. Es geht nur noch ein Jahr, bis die Stadien eröffnet werden sollten. Das erfährt der Stadtrat aus der Antwort leider nicht. Auch bei Frage 3 hätten sich die Interpellanten konkretere Beispiele von wünschbaren baulichen Massnahmen erhofft, auf deren Realisierung verzichtet wurde. Was wurde verworfen? Auf Frage 5 erfährt der Stadtrat, dass die Verträge mit Police Bern angepasst werden, wenn die Polizeikosten bezogen auf die eingekauften polizeilichen Leistungen dauerhaft über- oder unterschritten werden. Das tönt gut, aber wie definiert der Gemeinderat in diesem Zusammenhang "dauerhaft"? Der Stadtrat weiss, dass die Verträge mit Police Bern 2013 vorsorglich gekündigt wurden, weil anscheinend während zwei Jahren zu wenig Einsatzstunden geleistet wurden. Sind zwei Jahre schon dauerhaft? Ist das repräsentativ? Zu diesem Thema werden wohl bei der Beantwortung einer anderen noch offenen Motion 20140085, M. Rüfenacht, FDP, R. Gugger, BDP, A. Sutter, BVP «Übertragen der Verantwortung der Aufgaben der SIP an Police Bern» noch mehr Fakten auf den Tisch kommen. Im Februar 2014, nachdem die vorliegende Interpellation eingereicht wurde, mutmasste Herr Schären vom Bieler Tagblatt bereits, dass der Gemeinderat diese Fragen nicht zur vollen Zufriedenheit werde beantworten können. Das Sicherheitskonzept werde jetzt erarbeitet. Heute, über drei Monate später, scheint das Konzept immer noch in den Kinderschuhen zu stecken. Dank dem vorhin erwähnten Artikel im Bieler Tagblatt weiss der Stadtrat aber wenigstens, dass sich in der neuen Eishalle der Stehplatzsektor für die Bieler Fans und der Gästesektor

auf gegenüberliegenden Seiten befinden werden, und nicht mehr nebeneinander, so wie heute. Gerade solch konkrete Aussagen hätte ich mir auch vom Gemeinderat erhofft. Vielleicht ist meine Erwartungshaltung als Politneuling im Bieler Parlament noch etwas zu hoch. Dass aber heute über diese Sicherheitsfragen gesprochen wird, ist bereits ein wichtiger Schritt. Insofern bin ich mit der Beantwortung der Interpellation zufrieden.

Bohnenblust Peter, FDP: Als Zweitunterzeichner kann ich die Ausführungen von Herrn Gugger unterstützen. Vorab möchte ich noch festhalten, dass es eine Selbstverständlichkeit ist, dass die Homologierungsbestimmungen eingehalten werden. Die Interpellation beinhaltet vor allem Sicherheitsfragen baulicher Art. Ich möchte noch drei Punkte festhalten:

1. Es ist positiv, dass der Gemeinderat die Kosten im Griff behalten will, und Sonderwünsche nicht einfach unbesehen übernommen werden. Alles hat aber zwei Seiten. Es darf nicht so weit kommen, dass in der Bauphase auf gewisse Sicherheitsvorkehrungen verzichtet wird, die jetzt mit geringen Mitteln realisiert werden könnten und deren Fehlen später mit mehr Personal wieder zurechtgebogen werden müsste. Das wollten die Interpellanten mit ihrem Vorstoss vermeiden. Sie möchten nicht, dass später die Gemeinde- oder Kantonsrechnung mit Sicherheitsmassnahmen belastet werden, die baulich hätten gelöst werden können.
2. In Frage 3 geht es um solch wünschbare Elemente, die nicht realisiert werden. Die Interpellanten versuchten nachzufragen, um welche Beispiele es gehe. Die Kantonspolizei zeigte sich sehr zurückhaltend, vor allem deshalb, weil momentan noch einiges diskutiert wird. Die Kantonspolizei will zu Recht nicht unnötig Öl ins Feuer giessen. Sie hofft, dass ihre Wünsche umgesetzt werden, weil sie aus ihrer Sicht nicht nur wünschbar, sondern notwendig sind, gerade um spätere Kosten zu vermeiden. Dazu ist der Stadtrat den Steuerzahlenden gegenüber auch verpflichtet. Deshalb sind die Interpellanten gespannt, ob der Gemeinderat dazu noch mehr sagen kann. Vielleicht geht es nicht nur um ein drittes Bahngleis.
3. In Frage 7 geht es um Videoinstallationen im Aussenbereich. Diese Frage bleibt unbeantwortet. An sich ist es positiv, dass der Gemeinderat nicht von Anfang an Nein sagt. Es besteht aber die Gefahr, dass die Sicherheit beim Start des Betriebs noch nicht genügend gewährleistet ist oder Kontroll- und Abschreckungsmöglichkeiten fehlen. Der Gemeinderat lässt es offen. Wahrscheinlich muss ich nochmals einen Vorstoss einreichen, damit das Thema Videoüberwachung nicht in einer Schublade liegen bleibt. Schlussendlich ist ja auch die Motion 20080263, Peter Moser, FDP, «Konzept für den Einsatz der Videokameras» schon lange hängig.

Auch ich bin mit der Beantwortung einigermaßen zufrieden.

Augsburger-Brom Dana, SP: Die Finanzierung der Stadien wurde per Volksabstimmung beschlossen. So wie ich es verstanden habe, gibt es seit damals keinen Handlungsspielraum für bauliche Erweiterungen mehr. Die Stadt kann nicht plötzlich mehr für die Stadien ausgeben als vorgesehen und von der Stimmbevölkerung bewilligt. Erweiterungen, die jetzt noch hinzukommen (wie die VIP-Logen und jetzt leider auch betreffend der Sicherheit), haben diejenigen zu bezahlen, die diese wünschen. Vielleicht kann der Gemeinderat noch genauer erläutern, ob das auch die Sicherheit ausserhalb des Stadions betrifft.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Danke für die gestellten Fragen. Es scheint den Interpellanten wichtig zu sein, dass die Sicherheit im richtigen Mass geplant wird. Zu Lasten der Sicherheit soll nicht gespart werden. Vor allem ist es ihnen wichtig, dass jetzt nicht Sicherheitsvorkehrungen eingespart werden, die später mittels höherer Polizeipräsenz wieder wettgemacht werden müssen. Das ist ein wichtiges Anliegen, das der Gemeinderat teilt. Trotzdem muss der Kostenrahmen natürlich eingehalten werden. Der Stadtrat kann sich sicher vorstellen, dass es bei einem so grossen Projekt nicht immer einfach ist, Prioritäten zu setzen. Deshalb gibt es auch eine stadtinterne Arbeitsgruppe, die Fragen im Zusammenhang mit dem Stadionbau laufend überprüft und auch Entscheidungen fällt. In dieser Gruppe ist beispielsweise die Kantonspolizei als externe Partnerin involviert und sie kann ihre Anliegen entsprechend einbringen.

Herr Gugger fragte nach dem Sicherheitskonzept. Es stimmt, dass dieses momentan noch nicht fertiggestellt ist, denn es hängt noch von weiteren baulichen Entwicklungen ab. Deshalb kann das Sicherheitskonzept nicht vorgehend erstellt werden, sondern erst, wenn der Bau in einem weiteren Stadium ist. Es ist aber geplant, das Sicherheitskonzept im ersten Quartal 2015 zu erstellen. Die Interpellanten hätten gerne noch gewusst, worauf konkret verzichtet wurde. Wahrscheinlich versteht der Stadtrat, dass nicht alle dazu geführten Diskussionen im Detail wiedergegeben werden können. Das wäre eine abendfüllende Übung. Ein Beispiel wurde aber von Herrn Bohnenblust bereits erwähnt, nämlich das "Eventgleis". Aus sicherheitstechnischen Überlegungen hätte es durchaus Sinn gemacht, dieses Gleis zu bauen, denn es hätte viel mehr Möglichkeiten zum Kanalisieren der Besucherströme geboten. Es hätte aber auch einen zweistelligen Millionenbetrag gekostet. Ein gutes Kosten-Nutzen-Verhältnis schien dem Gemeinderat nicht gegeben und er verzichtete aufgrund der städtischen Finanzlage auf dieses Gleis. Es gibt aber auch weniger kostenintensive Beispiele. So wäre es aus sicherheitstechnischer Sicht beispielsweise wünschenswert, bei den Eingängen mannshohe Drehkreuze zu installieren. Aus Kostengründen werden nun aber hüfthohe Drehkreuze montiert, die ihre Funktion auch erfüllen. Damit erhält Biel zwar nicht das Optimum, aber doch eine günstige Lösung, die aus sicherheitstechnischer Sicht gut vertretbar ist und im Vergleich zur heutigen Situation in den alten Stadien eine wesentliche positive Entwicklung mit sich bringt. Es ist klar, dass die Vorschriften zur Homologierung eingehalten werden. Dazu gibt es keine Diskussion und in diesem Bereich wurden auch keine Abstriche gemacht. Offenbar stellen sich einige die Frage, ob nicht wesentliche sicherheitsrelevante Aspekte mit allfälligen finanziellen Spätfolgen zur Seite gewischt werden. Ich fragte intern mehrmals nach, ob es aus Sicht meiner Mitarbeitenden oder der Kantonspolizei solche Aspekte gebe, die nicht berücksichtigt werden. Ich erhielt mehrmals die Antwort, dass alle mit dem Verlauf der Verhandlungen zufrieden sind. Selbstverständlich ist noch nicht alles abgeschlossen und der Prozess dauert an. Sowohl die Kantonspolizei als auch die Abteilung Sicherheit finden die gefassten Beschlüssen aber richtig und verhältnismässig. Ich sehe deshalb keine Zeichen, besonders vorsichtig sein zu müssen. Was die Videoübertragung betrifft ist es so, dass im Grossen Rat anlässlich der Junisession 2011 die Motion Müller überwiesen wurde. Diese verlangt eine praxisnahe Handhabung der Videoüberwachung. Damit ist der Regierungsrat beauftragt. Die Videoüberwachung soll auch in der Teilrevision des kantonalen Polizeigesetzes berücksichtigt werden. Diesbezüglich wartet die Stadt also auf die gesetzgeberische Arbeit des Kantons. Was allfällige technische Details betrifft, möchte ich das Wort an

den Stadtpräsidenten weitergeben, denn er ist bezüglich des Stadionbaus dossierführend.

Grupp Christoph, Grüne: Unserer Fraktion fiel schon in den Fragestellungen und jetzt auch wieder bei den Ausführungen des zuständigen Direktors auf, dass es nur um Sicherheitsfaktoren im Sinn von baulichen Massnahmen, Videoüberwachung und Infrastruktur geht. Für die Fraktion Grüne sind aber auch die weichen Faktoren wesentlich. Dabei denke ich zum Beispiel an die Fanarbeit oder die Runden Tische. Auch sie gehören in das Sicherheitskonzept und müssten in diesem Zusammenhang erwähnt werden. Zum Massnahmenpaket auf der konzeptionellen Seite möchte ich noch zwei Fragen stellen:

1. In der Beantwortung wird die Challenge League angesprochen. Es stimmt, dass das Stadion für einen FC Biel in der Challenge League geplant ist. Wie sähe es aber aus, wenn es der FC Biel in den Cup schaffen würde und damit oberklassige Spiele ausgetragen würden? Reichen die Sicherheitsvorkehrungen auch dafür oder müsste diesfalls nachgerüstet werden?
2. Es war zu vernehmen, dass nun auch nationale Fussballorganisationen im neuen Stadion ansässig werden. Als Stichwort sei der Frauenfussball genannt. Ich kann mir vorstellen, dass es auch in diesem Zusammenhang oberklassige Spiele auf nationaler oder gar internationaler Ebene geben wird. Wie ist die Sicherheitslage in diesen Fällen? Ist gewährleistet, dass solche Spiele in Biel ausgetragen werden könnten, oder bräuchte es auch dazu kostspielige Nachrüstungen?

Vielleicht kann zu diesen Fragen eher der Stadtpräsident Auskunft geben, weil er mit der betrieblich-konzeptionellen Seite der Stadien befasst ist.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Herr Grupp war so freundlich, mir seine Fragen vorgängig zuzustellen. Deshalb kann ich sie nun auch problemlos beantworten. Zur ersten Frage betreffend Superleague-Tauglichkeit des Stadions: 2007 im Vorfeld zur Volksabstimmung wurde bewusst entschieden, dass ein Challenge League Stadion gebaut werden soll. Der FC Biel spielte damals in der 1. Liga, man war also durchaus visionär. Es wurde aber auch entschieden, dass die Fundamente so gebaut werden, dass das Stadion später für die Superleague ausgebaut werden könnte. Boden und Wände weisen zusätzliche Tragkraft aus, dank der das Stadion ausgebaut werden könnte. Das würde aber eine Investition eines möglicherweise gar zweistelligen Millionenbetrags bedeuten. Eine solche Investition wäre später noch zu beschliessen. Technisch wäre es aber möglich. Damit müsste die Superleague-Tauglichkeit über die Vergrösserung des Stadions geregelt werden. Ein Challenge League Stadion muss, wenn ich es richtig im Kopf habe, gemäss Anforderungen der Swiss Football League 6'000 Plätze aufweisen, ein Superleague Stadion 10'000. Die Sicherheitsvorkehrungen sind bei beiden Typen ungefähr die Gleichen, einfach angepasst an die jeweilige Stadiongrösse. Das ist auch die Antwort auf die Frage nach allfälligen Cupspielen. Bei Cupspielen spielt manchmal eine Mannschaft der 5. Liga mit einem entsprechenden Fussballplatz gegen eine der Superleague. Das kann immer irgendwie geregelt werden. In den Stades de Bienne werden die Sicherheitsstandards hoch sein. Es haben einfach nur 6'000 ZuschauerInnen Platz statt 10'000 oder 12'000. Aber das ist kein Problem, denn alle Anforderungen an die Fantrennung und so weiter sind erfüllt. Es gibt eine separate Buvette, eine separate Toilette etc. Noch viel einfacher ist der Fall von Frauen- oder Nachwuchsländerspielen, die Herr Grupp zu Recht erwähnt hat. Der Gemeinderat freut sich darauf, dass diese in Zukunft in Biel werden stattfinden können. Der

Schweizerische Fussballverband (SFV) macht Biel zum Frauen- und Nachwuchsnationalstadion. Das ist sehr erfreulich. Dabei ist die Sicherheit aber kein Problem. Sogar A-Länderspiele können unter Sicherheitsaspekten viel einfacher durchgeführt werden als gewisse Challenge League Spiele. Frauen- oder Nachwuchsländerspiele haben normalerweise auch nie 6'000 ZuschauerInnen, sind also auch von der Kapazität her völlig unproblematisch. Trotzdem sind sie interessant, weil sie zu einer zusätzlichen Nutzung und Belebung der Infrastruktur der Stades de Bienne führen. Für dieses Frauen- und Nachwuchsnationalstadion musste auf Seiten des Spielfelds, der Garderobeninfrastruktur, der Presse, der Hospitality Zusätzliches realisiert werden. Dies wird aber über den Beitrag aus dem Nationalen Sportanlagenkonzept (NASAK 4) und somit via Bundesamt für Sport (BASPO) finanziert. Das ist also alles geregelt. Alle allfälligen Bedenken können entkräftet werden.

Zu den Bewilligungsmechanismen: Es gibt zwei Einflussfaktoren auf die Stadien, die mit der Sicherheit einen Zusammenhang haben. Das Eine sind die Homologierungsanforderungen der Swiss Football League respektive des Hockeyverbands, die erfüllt werden müssen, ansonsten keine Lizenz vergeben wird. Darüber rege ich mich zum Teil manchmal auch etwas auf. In Winterthur gab es bereits politische Diskussionen, die meines Wissens die GLP sogar auf nationaler Ebene aufgenommen hat. Es wurde gefragt, ob es sein kann, dass ein privatrechtlicher Verein, eben ein Fussball- oder Hockeyverband einfach die Standards erhöhen und den Betreibern der jeweiligen Stadions vorgeben könne, wie sie ihre Stadien anpassen müssen, damit dort gespielt werden kann. Das ist durchaus unbefriedigend. Im Fall von Biel ist das insofern kein Problem, als der Totalunternehmervertrag mit HRS eben sagt, dass homologationsfähige Stadien gebaut werden müssen. Deshalb muss mit HRS gar nicht über jedes Betonmüerchen diskutiert werden, denn sie müssen die Stadien so bauen, dass am Schluss homologiert wird. Dazu muss ich etwas ausholen betreffend Totalunternehmermodell. Aus Sicht von HRS ist es interessant, von möglichst allem, was sie machen zu sagen, es sei für die Homologierung nicht zwingend, die Stadt müsse das bestellen. Dann können sie Zusatzkosten verrechnen. Die Stadt sagt dann jeweils, sie wolle nicht über Details diskutieren. HRS müsse einfach so bauen, dass die Stadien am Schluss die Homologierung erhalten. Das ist aus Kostensicht, wie auch Herr Bohnenblust erkannt hat, sehr wichtig. Im Weiteren braucht es für ein solches Bauwerk eine Baubewilligung. Diese nimmt die Auflagen vorneweg, die zur Erteilung einer Betriebsbewilligung nötig sind. Dabei geht es unter anderem um Auflagen der Gebäudeversicherung Bern (GVB) oder der procap. Damit möchte ich den Stadtrat auf das Problem bei der Entscheidungsfindung hinweisen. Wer entscheidet über Wünsche, die irgendwelche Dritte, beispielsweise die Kantonspolizei, anmeldet? Das ist immer eine Einschätzungsfrage. Deshalb geht der Gemeinderat davon aus, dass die Bedingungen erfüllt sind, wenn die Stadien so gebaut werden, dass die Baubewilligung eingehalten wird und damit die Betriebsbewilligung erteilt werden kann und wenn den Homologationsauflagen entsprochen wird, was HRS gestützt auf den Totalunternehmervertrag erfüllen muss. Das heisst nicht, dass sich der Gemeinderat jeglicher Diskussion verschliesst. Herr Bohnenblust erwähnte das extreme Beispiel des dritten Gleises. Dazwischen gibt es noch ein paar andere Dinge. An sich sind die Wünsche aber nach oben offen. Deshalb muss sich die Stadt an gewisse Kriterien halten. Das sind die Baubewilligung und die Homologierungsanforderungen. Trotzdem wird mit Augenmass diskutiert. Das

Gleiche gilt ja auch für die Sportvereine, die auch noch tausend Zusatzwünsche haben. Die von Frau Augsburger-Brom schon erwähnte Regel gilt auch dort: wer etwas bestellt, muss es selber bezahlen. Es gibt nur einen kleinen Ermessensspielraum, in welchem Zusatzmassnahmen umgesetzt werden können, nämlich wenn andernorts gewisse Einsparungen erzielt werden können. So kann ein Projekt laufend optimiert werden, das seit seiner Konzipierung ja auch schon sieben oder acht Jahre alt ist. In dieser Zeit ergeben sich gewisse Veränderungen. Die Stadt muss aber wirklich darauf achten, gerade weil es ein Totalunternehmermodell ist, alles im Griff zu behalten.

Morgen wird eine Medienmitteilung verschickt, in der die neue Homepage der Stades de Bienne vorgestellt wird. Auf dieser bekommt man erstmals ein gewisses Feeling dafür, was die Stadien ab Sommer 2015 Neues und Spannendes für Biel bieten, und zwar weit über den Sport hinaus. Was bedeuten die Stadien auch für kulturelle Anlässe, für Firmenanlässe, für die Stärkung des Entwicklungsschwerpunktes Bözingenfeld? Ich durfte die Homepage heute Nachmittag erstmals anschauen und finde sie wirklich "mega-cool", wie die Jungen sagen würden.

Bohnenblust Peter, FDP: Jeder Baukredit verfügt über Reserven. Wer hat bezüglich Verwendung der Reserven das Sagen, HRS oder die Stadt? Wenn es Biel wäre, bin ich der Meinung, dass solche wünschbaren und notwendigen Dinge darin Platz finden sollten. Ich widerspreche Herrn Feurer nicht gerne. Was er aber betreffend Videoüberwachung gesagt hat, ist von mir aus gesehen nicht ganz richtig. Heute dürfen die Gemeinden bereits Videoüberwachungen vornehmen. Die von ihm erwähnte Motion Müller verhinderte dies nicht. Sie legte nur die Zuständigkeiten anders fest. Ich hoffe, dass heute nicht so gebaut wird, dass später teure Leitungen realisiert werden müssen, um Videoüberwachungen zu installieren. An entsprechende Leerschächte sollte heute schon gedacht werden.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Dieser Kredit hat keine Reserven wie ein anderes Bauprojekt, weil es ein Totalunternehmerauftrag ist. Das Volk beschloss CHF 77 Mio. für die Stadionanlage, davon CHF 9 Mio. für die Aussensportfelder. Die restlichen CHF 68 Mio. bleiben für das Eisstadion und das Fussballstadion. Das ist ein Fixpreis für die Leistung, die gemäss Pflichtenheft bestellt ist. Das Volk sprach damals auch noch zusätzliche Kredite für Infrastrukturmassnahmen und ähnliches, zum Teil mit Reserven und Begleitkrediten. Daraus kann noch Gewisses realisiert werden. Beim eigentlichen Stadionbau aber gibt es keine Reserven. Ich möchte dem Stadtrat den Mechanismus noch etwas genauer erklären: HRS kann Vorschläge machen, Teile im gleichen Standard aber kostengünstiger zu erstellen. Das ist im Totalunternehmervertrag vorgesehen. Wenn möglich und sinnvoll, wird der Gewinn verteilt. Daraus ergeben sich gewisse Spielräume. Genauso muss alles, was nicht im Pflichtenheft steht, und sei es nur eine Steckdose, zusätzlich bezahlt werden. Dieses Teufelswerk nennt sich Nachtrag. Diese Steckdosen sind sehr teuer. Zudem gibt es ein Versprechen meines Vorgängers (ich nenne es absichtlich nicht Altlast, denn das würden mir einige übel nehmen): die erste halbe Million, die aus Kostenoptimierungsmassnahmen resultiert, wird für Kunst am Bau eingesetzt. Diese kann also leider nicht für die Sicherheit verwendet werden. (*Unruhe im Saal*).

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Herr Gugger hat noch gefragt, wie der Gemeinderat den Begriff "dauerhaft" definiere, wenn mit dem Kanton über

Vertragsanpassungen verhandelt wird. Dabei geht der Gemeinderat immer von einem Zeitraum von zwei bis drei Jahren aus. Es kommt immer darauf an, wie sich eine Situation entwickelt. In den letzten zwei Jahren hat die Kantonspolizei weniger Stunden geleistet, als die Stadt bezahlt hat. Aus Sicht des Gemeinderats war das Grund genug für eine Anpassung des Vertrags. Umgekehrt kann es natürlich auch passieren, dass die Stadt weniger bezahlt als die Kantonspolizei effektiv leistet. Wie die Interpretation seitens Kantons diesfalls aussehen würde, weiss ich nicht, denn diese Situation traf noch nicht ein. Vielleicht wird der Kanton schon nach einem Jahr, vielleicht aber auch erst nach drei Jahren, eine entsprechende Anpassung verlangen. Das ist offen. Es kommt auch darauf an, wie gross diese Abweichungen sind. Jedenfalls soll der Vertrag nicht jedes Jahr neu angepasst werden. Schwankungsmöglichkeiten müssen drinliegen, auch im Sinn der Planungssicherheit für den Kanton. Dieser will nicht jedes Jahr seine Ressourcenplanung überarbeiten müssen.

Herr Grupp, es ist klar, dass die weichen Faktoren wie Fanarbeit und Runder Tisch schon heute angewandt werden. Das ist eine sehr wichtige Arbeit. Deshalb bin ich sehr dankbar für Ihren Hinweis. Die polizeiliche, restriktive Seite ist nur die Hälfte des Kuchens. Das Andere ist gerade so wichtig und wurde bisher schon wahrgenommen und wird das auch in Zukunft.

Zum Widerspruch betreffend Videokameras: Ich schaue das gerne nochmals an, Herr Bohnenblust. Aus dem Stegreif kann ich diese Frage nicht abschliessend beurteilen. Allenfalls gebe ich Herrn Bohnenblust gerne noch ein Feedback im Nachgang zur Stadtratssitzung.

Moser Peter, FDP: Ich habe noch einen guten Tipp für den Gemeinderat, wie Video und Kunst am Bau zusammengebracht werden können: Susanne Müller macht Videoinstallationen. Im Parkhaus beim Bahnhof hat es eine solche...

104. Postulat 20130441, Werner Hadorn, SP, "Collection historique Bourquin"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Hadorn Werner, Fraktion SP: Wie ich schon in der Begründung zu diesem Postulat geschrieben habe, geht es um eine sehr heikle Angelegenheit. Ich bin froh, dass der Gemeinderat beantragt, das Postulat erheblich zu erklären und hoffe, dass der Stadtrat diesem Antrag folgt. Die Situation in Biel war einmalig: Der Vater, Werner Bourquin, war während 30 Jahren zu 50% Stadtarchivar und zu 50% Direktor des Museums Schwab. Sein Sohn Marcus Bourquin, folgte ihm in seinem Amt. Während 60 Jahren haben sie die Bieler Geschichte aufgearbeitet und viel Material dazu gesammelt. Im Büro von Marcus Bourquin befanden sich drei sehr hohe Aktenschränke, gefüllt mit zehntausenden Zetteln. Weil von der Stadt kein Geld gesprochen wurde, verwendeten die Bourquins alte Abstimmungszettel. Das Verhältnis zwischen der Stadt und den Bourquins - vor allem dem Sohn - war sehr delikant. Das im Postulat erwähnte Material besteht aus einer riesigen Bibliothek mit

Quellenmaterial, von dem ich nicht beurteilen kann, was es genau ist. Vor allem gibt es auch sehr viel Bildmaterial. Die Autoren des zweibändigen Geschichtsbuchs "Bieler Geschichte", das kürzlich erschienen ist, versuchten mehrmals, Material aus diesem Fundus zu verwerten, was leider nicht gelang. So gelangten sie an mich, weil ich das Bieler Stadtgeschichtliche Lexikon betreue. Die für dieses Werk verwendeten Originale hatte ich Herrn Bourquin alle zurückgegeben. Zum Glück hatte ich die Bilder aber noch in elektronischer Form, so dass sie für das Geschichtsbuch trotzdem verwendet werden konnten. Marcus Bourquin starb 1999, seine Frau etwa zwei oder drei Jahre später. Als Erben figurieren zwei Söhne, einer lebt an der Alpenstrasse 40 in Biel. Heikel ist die ganze Angelegenheit vor allem aufgrund des Verhältnisses, das Werner und Marcus Bourquin zur Stadtbehörde hatten. Die Stadt stellte ihnen nicht einmal eine Schreibmaschine zur Verfügung. Sie hatten eine alte Klapperkiste, die nicht einmal mehr gerade schreiben konnte. Vor allem aber stand ihnen nur sehr wenig Geld für Ankäufe zur Verfügung. Das hatte zur Folge, dass Marcus Bourquin, der als Kunsthistoriker oft an Auktionen ging, vieles privat ankaufte. Natürlich besuchte er die Auktionen aber in seiner Funktion als Stadtarchivar. Darüber, wie das im Detail funktionierte, bin ich nicht orientiert.

In seiner Antwort stellt der Gemeinderat Fragen, die darauf schliessen lassen, dass er nicht weiss, wie wertvoll dieses Material ist. Dabei müsste er nur in Biels Stadtgeschichtlichem Lexikon die von Marcus Bourquin erfassten Fussnoten beachten. Ich weiss nicht, wie er das machte. Sicher hatte er all dieses Material daheim und konnte es mit unheimlicher Präzision reproduzieren. Darüber habe ich oft gestaunt. Jedenfalls ist ein immenses Quellenmaterial vorhanden, aber auch viele Illustrationen. Beispielsweise hingen auf der Toilette Kleinmeister. Das waren Ende 18. Jahrhundert bekannte Künstler, die eine Art Vorläufer der heutigen Postkarten kreierten. Einige berühmte Exemplare hingen bei Bourquin auf der Toilette. Das ganze Haus war tapeziert mit Gemälden, Zeichnungen und alten Stichen. Es ist ein unheimlich grosser Fundus, der zum Glück noch vorhanden ist. Sogar seitens Stadtbehörde gab es Versuche, diesen zu plündern. Frau Bourquin wurde gefragt, ob sie nicht ein paar Dinge herausgeben könnte. Ich riet ihr, alles zusammenzuhalten und möglichst zu inventarisieren. Es sollte möglichst nichts wegkommen, denn das Material ist ganz sicher wertvoll. Nun verlangt der Gemeinderat, ich solle das nachweisen. Ich habe aber keinen Schlüssel zu diesem Haus, und schon gar nicht zu Herrn Bourquins Büro. Dieser liess nämlich nur wenige Personen überhaupt sein Büro betreten. Das kann ich natürlich nicht. Die Stadt nahm leider keinen Kontakt mit den Erben auf. Ich hatte Kontakt mit Clemens Bourquin, einem der beiden Söhne. Er zeigte sich noch vor ein paar Tagen sehr offen und gesprächsbereit. Allerdings müsste er sich noch mit seinem Bruder absprechen, weil sie natürlich gleichberechtigte Erben sind. Gestern Nachmittag erhielt ich ein SMS mit folgendem Inhalt: *"Wir sind aufgrund des Zeitungsartikels (wahrscheinlich derjenige im Bieler Tagblatt vom 27.05.2014) an einem Treffen mit der Stadt abschliessend nicht interessiert."* Bourquins Erben haben die Türe also wieder zugeschlagen. Das finde ich sehr schade. Ich hoffe, dass die Sammlung nicht schlussendlich in der MÜVE endet.

Auf eine andere Idee brachte mich Margrit Wick, eine Mitautorin der "Bieler Geschichte". Sie sagte, im Grunde genommen sei zu überlegen, ob die Stadt nach Marcus Bourquins Tod nicht eine Sorgfaltspflicht gehabt und einen Siegelungsbeamten hätte vorbeischicken sollen. Beide Herren Bourquins waren

vereidigte Beamte, zu 100% von der Stadt angestellt. Die ganze Vorbereitungsarbeit für das Stadtgeschichtliche Lexikon und weitere Publikationen erfolgten eigentlich im Rahmen ihrer Arbeit für die Stadt. Nun könnte natürlich die Frage gestellt werden, ob die Stadt nicht ein Recht oder sogar eine Sorgfaltspflicht hätte, zu schauen, was mit diesem Material passiert. Clemens Bourquin versicherte mir, dass alles noch so vorhanden sei, wie vor Marcus Bourquins Tod. Ich nehme aber an, dass nichts inventarisiert ist, obschon Marcus Bourquin selber natürlich ein sehr gutes Inventar hatte. Im Hinblick auf den Wert der einzelnen Stücke müsste aber wohl ein Profi hinter diese Sammlung geschickt werden. Das würde etwas kosten, auch wenn die Stadt etwas ankaufen würde. Wie gesagt, zahlte Marcus Bourquin ja vieles privat, weil er von der Stadt kein Geld erhielt. Die Situation ist also verwickelt und heikel. Die Frage, ob die Stadt eine Pflicht gehabt hätte, nach Marcus Bourquins Tod dessen Nachlass zu sichten, möchte ich dem Gemeinderat noch stellen. Mir ist auch klar, dass das schon 15 Jahre her ist (er ist 1999 gestorben). Seither hat die Stadt keinen Finger gerührt. Mir selber ist die Idee auch nicht gekommen. Vielmehr machte mich Margrit Wick darauf aufmerksam. Trotzdem wäre die Frage abzuklären, wieviel Recht oder Anteil die Stadt noch hat an dieser Sammlung. Ich hoffe, dass die Türe nicht ganz zugeschlagen ist. Vielleicht braucht es eine Initiative der Stadt, dass sie mit den Brüdern Bourquin Kontakt aufnimmt. Dass ich das mache, wie das der Gemeinderat in seiner Antwort suggeriert, ist Unsinn. Ich bin eine Privatperson. Gut, ich habe das "Stadtgeschichtliche Lexikon" redigiert und zum Teil auch geschrieben. In meinen Augen stehen aber öffentliche Interessen hinter der Sammlung Bourquin, nicht nur wissenschaftliche. Ich wäre froh, wenn der Stadtrat dieses Postulat erheblich erklären könnte.

Paronitti Maurice, au nom du Groupe FDP/PRR/EVP/EDU: Notre groupe a pris connaissance du contenu tout à fait intéressant du postulat et de la réponse du Conseil municipal. Nous vous proposons de suivre la proposition du Conseil municipal et d'adopter le postulat. Le thème est important parce qu'une fois de plus, nous sommes confrontés à notre histoire, à sa mémoire et à sa conservation. Nous connaissons l'oeuvre des Messieurs Bourquin père et fils, mais le mérite de l'intervention de Monsieur Hadorn est certainement de poser la question: qui est propriétaire des sources, des archives et des documents? En regardant de plus près le texte du postulat, il nous semble pouvoir distinguer trois aspects principaux:

- Ces deux archivistes municipaux ont créé un recueil de fiches et ils l'ont apparemment gardé chez eux pour réaliser le rêve de leurs vies (un dictionnaire historique et culturel de la Ville de Bienne). Ce rêve s'est réalisé après la mort de Marcus Bourquin. Notre ville semble être la seule ville de Suisse à disposer d'un tel ouvrage. La passion de ces deux messieurs a peut-être fait, qu'ils ont confondu ce qui avait trait à leurs mandats professionnels et ce qui avait trait à leurs recherches privées. Il est important de savoir qui est propriétaire de quoi. Monsieur Hadorn propose opportunément au Conseil municipal de tirer cet aspect au clair, afin de rapatrier ce qui appartient à la Ville et donc à ses habitant(e)s.
- Il faudra voir, s'il est possible de rechercher auprès des héritiers des choses qui appartiennent à la Ville.
- Il faudrait arriver à savoir, si les acquisitions à titre privé (gravures, planches topographiques, livres) sont intéressantes pour la Ville de Bienne et si c'est le cas, il faudra négocier pour les obtenir. Toutefois, il faut savoir que le domaine de librairies d'occasions a vu ses prix s'effondrer ces dernières années. Les objets en

question ne sont peut-être pas d'une telle rareté qu'il faudrait absolument les obtenir.

Au vu de ces trois éléments, le Groupe FDP/PRR/EVP/EDU estime important, que le Conseil municipal donne suite au postulat. Concernant la question d'éventuelles excuses aux héritiers pour l'attitude étonnante décrite par le postulant, on peut se demander si quinze ans après la mort du dernier intéressé cela a une signification quelconque pour les héritiers. Ce postulat soulève des questions auxquelles aucune réponse n'a été trouvée. Pourquoi, au décès de Marcus Bourquin, ni la direction compétente, ni l'archiviste qui a succédé à Monsieur Bourquin, ni personne du domaine culturel officiel n'a pris la peine de se demander ce que deviendraient les sources dont parle Monsieur Hadorn? En effet, au plus tard à la publication du dictionnaire, la Ville aurait pu se demander comment cet ouvrage magnifique a pu être constitué et si des fonds d'archives de la Ville ont été utilisés et remis en place. J'ai trouvé, dans mes archives personnelles, un article du Biel-Bienne du 18 novembre 1999, où il est question lors de la mort de Marcus Bourquin, d'une incroyable profusion de matériel.

Dernière réflexion que je fais en tant que Président du Conseil de fondation de la Bibliothèque: si la Ville pouvait récupérer quelque chose de ses archives Bourquin, il serait plus judicieux de remettre les documents à la Bibliothèque au lieu de les stocker encore une fois dans les archives de la Ville. En effet, la Bibliothèque de la Ville a pour mandat, entre autres, de gérer des fonds de "Biennensia", de mettre à disposition des structures et du personnel pour l'étude et la publication de textes historiques et culturels, par le biais des annales biennoises.

Fehr Erich, Stadtpräsident: An sich ist es lobenswert, dass Herr Hadorn dieses Thema aufgegriffen hat und den Fundus, von dem er annimmt, er sei wertvoll, für die Stadt erhalten will. Wenn die Situation aber tatsächlich so heikel ist, wie Herr Hadorn behauptet, ist der gewählte Weg einer öffentlichen Diskussion falsch. Solche Verhandlungen sind diskret im Hintergrund zu führen. Herr Hadorn beschrieb, wie die beiden Söhne von Marcus Bourquin zu diesem Thema stehen. Eigentlich könnte ich jetzt sagen, das Postulat könne als erfüllt abgeschrieben werden, denn offenbar wollen sie nicht mit der Stadt verhandeln. Das zeigt, dass der gewählte Weg falsch ist, denn nun ist die Stimmung negativ. Herr Hadorn hat zudem vor dem Stadtrat viele Details ausgebreitet. Ich möchte nicht darauf zurückkommen, denn ich bedaure diese Aussagen. Ich kann absolut nicht abschätzen, was sich in dem von Herrn Hadorn beschriebenen Büro befindet und ich kann auch nicht beurteilen, wessen Eigentum das ist. Sollte sich herausstellen, dass gewisse Dinge der Stadt gehören und also unrechtmässig in Herrn Bourquins Büro sind, würde dies den Konflikt noch verschärfen. Deshalb ist eine Abhandlung einer solchen Geschichte im Licht der Öffentlichkeit wahrscheinlich nicht sinnvoll. Hinzu kommt, dass Herr Hadorn in seinem Vorstoss eine Entschuldigung seitens der Stadt fordert. Wenn ich mir überlege, in welcher Epoche die Herren Bourquin ihre doppelten Halbmandate ausgeübt haben, kommen mir die Alt-Stadtpräsidenten Guido Müller, Eduard Baumgartner, Paul Schafroth, Fritz Stähli und weitere in den Sinn. Damals war das Stadtarchiv noch der Schuldirektion unterstellt. Dazu kommen mir die Alt-Gemeinderäte Jean-Roland Graf und Fidel Linder in den Sinn. Viele dieser Personen leben nicht mehr. Wer sollte da noch beurteilen können, was damals wirklich passiert ist und ob eine Entschuldigung erforderlich ist? Diese Frage scheint mir schwierig zu beantworten, vor allem auch,

wenn sie in der Öffentlichkeit diskutiert wird, bevor mit den Betroffenen gesprochen werden konnte. Selbstverständlich hoffe ich, dass das von Herrn Hadorn erwähnte SMS nicht das letzte Wort ist. Ich denke, das Thema sollte jetzt erst einmal aus dem Licht der Öffentlichkeit verschwinden, denn so bringt es nichts. Zum Glück hat der Gemeinderat zwei Jahre Zeit, um überwiesene Vorstösse umzusetzen. In diesen zwei Jahren beruhigt sich das Ganze vielleicht wieder etwas. Ich hoffe, dass die Stadt auf sinnvolle Art an dieses Material kommen wird. Ich kann aber heute nicht sagen, was genau passiert ist, wie die Sachlage ist, wer recht hat und wer nicht und welche Schritte jetzt unternommen werden sollten. Ich hoffe, dass all diese Fragen geklärt werden können. Herr Hadorn, der Gemeinderat schrieb in seiner Antwort nicht, Sie sollten sich darum kümmern. Aber offenbar verfügen Sie über Wissen. Wenn die Sache tatsächlich so heikel ist, wie Sie sagen, wäre es gut, wenn Sie Ihr Wissen den Verantwortlichen in der Stadtverwaltung persönlich weitergeben könnten. Offenbar sind Sie eine der wenigen Personen, die überhaupt je in Herrn Bourquins Büro waren. Vielleicht könnten Sie der Stadtverwaltung mitteilen, was Sie dort gesehen haben. Vielleicht kann dann der Schlüssel an Herrn Paronitti und die Stadtbibliothek übergeben werden, um diese Bestände zu erschliessen.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

105. Interpellation 20130439, Christoph Grupp, Les Verts, "Les parcelles 2219/2226 à Bienne sont-elles polluées?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 5)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Grupp Christoph, Grüne: Es ist wieder einmal so, wie häufig bei einer Antwort auf eine Interpellation: sie ist an und für sich in Ordnung. In gewissen Bereichen erscheint sie mir sogar erschreckend klar. Dafür danke ich dem Gemeinderat. Gleichzeitig zeugt sie in meinen Augen aber davon, dass der Sachverhalt gar nicht befriedigend ist. Mit Sachverhalt meine ich das Verhalten des Gemeinderats, respektive der zuständigen Direktion. Vielleicht bin ich Schwarzmaler. Vielleicht zeigt sich in ein paar Monaten, dass alle Befürchtungen völlig unbegründet sind, wonach auf den fraglichen Parzellen sanierungspflichtige Altlasten schlummern könnten. Immerhin nahm in der heutigen Presse auch ein Vertreter der Bauherrschaft Stellung. Er sagte, er gehe davon aus, dass es Kontaminierungen gebe. Tatsache ist, dass die Fläche, die Herrn Widmer angeboten wurde, genau gleich eingestuft ist, wie die Parzelle beim Kongresshausparking (Esplanade Süd), nämlich als Verdachtsfläche. Übrigens war auch die Deponie am Lischenweg, über die in den letzten Tagen viel zu lesen war, als Verdachtsfläche kategorisiert. Sie hatte also den gleichen Status wie die Fläche, die Herrn Widmer angeboten wurde.

Alle wissen, dass die Altlastensanierung der Esplanade Süd schlussendlich CHF 19,5 Mio. statt CHF 8 Mio. kostet. Auch die Folgen einer unterschätzten oder unbekanntnen Altlast am Lischenweg wurden in den letzten Tagen ersichtlich. Deren finanzielle Folgen sind zwar noch nicht klar, aber schon nur die politischen und kommunikativen Bocksprünge können einen ganz durcheinander bringen. Von dieser Einsicht scheint

mir der Gemeinderat nach Lektüre der vorliegenden Antwort weit entfernt zu sein. Dennoch wurden offenbar weitgehende Verpflichtungen für eine vollständige Sanierung eingegangen, sollten Altlasten zum Vorschein kommen. Zumindest entnehme ich das der Antwort auf Frage 5 der Interpellation. Offenbar wurde die Garantie abgegeben, dass die Stadt für sämtliche Sanierungskosten aufkommt, wenn Altlasten im Sinn des Bundesgesetzes über den Umweltschutz (USG, SR 814.01) gefunden werden, was die Stadt schlussendlich ein Mehrfaches des Verkaufspreises kosten könnte. Letzten Sommer hat der Stadtrat einem Verkaufspreis von CHF 5 Mio. zugestimmt. Altlastensanierungen können - wie gesehen - sehr schnell mehrere CHF Millionen kosten. Es kann allerdings sein - und um das zu beurteilen, bin ich ein zu grosser Laie -, dass der Passus "*Altlasten im Sinne des USG*" ausschliesst, dass die Sanierung sämtlicher Altlasten der Stadt belastet werden können. Allenfalls könnte die Stadt also noch den Kopf aus der Schlinge ziehen. Ich wäre froh um eine Präzisierung und werde meine Frage am Schluss nochmals stellen. Wäre das aber nicht der Fall, schwant mir Böses. Darauf machte ich übrigens auch an der Stadtratssitzung vom 27. Juni 2013, an der dieser Landverkauf verhandelt wurde, aufmerksam. Ich fragte damals, ob Altlasten mit Sanierungspflicht zu erwarten seien. Die Antwort war mehr als vage. Obwohl das Ausmass der Altlasten in der Esplanade Süd ein paar Wochen vorher bekannt wurde, kam niemand auf die Idee, das zum Verkauf angebotene Terrain nochmals zu überprüfen, bevor der Kaufvertrag unterzeichnet wurde. Schlussendlich geht aus den Akten auch hervor, dass der Kaufvertrag zwei Wochen vor der Stadtratssitzung vom 27. Juni 2013, an welcher der Verkauf erst beschlossen wurde, unterzeichnet worden ist. Im schlimmsten Fall könnte es also sein, dass die Stadt für die Sanierung der Fläche, die sie für CHF 5 Mio. verkauft hat, ein Mehrfaches dieses Betrags zahlen muss. Vielleicht kommt die Stadt aber auch mit einem blauen Auge davon, das weiss niemand genau. Aber auch wenn die Sanierung nur CHF 2 - 3 Mio. kosten würde, hätte die Stadt beim Verkauf dieser Fläche unter dem Strich nur noch CHF 2 - 3 Mio. eingenommen. Das Land wäre aber weg. Unter Umständen wäre es besser gewesen, diese Fläche zu behalten und der Barbare bis zum Nimmerleinstag ein Gastrecht einzuräumen. Das hätte die Stadt ungefähr gleich viel gekostet. Anlässlich der letzten Stadtratssitzung sagte ein Vertreter der Bürgerlichen: "*Wenn ein Grüner etwas will, kostet es immer etwas.*" Darauf erwidere ich: wenn der Gemeinderat - in welcher politischen Zusammensetzung auch immer - fahrlässig vorgeht, wird es ein Mehrfaches kosten.

Mit der Antwort auf meine Interpellation bin ich grundsätzlich zufrieden. Den Sachverhalt finde ich aber mehr als bedenklich. Präzisierend möchte ich noch folgende Fragen nachreichen:

- Offenbar werden vom aktuellen Bauherrn Sondierungen und Analysen durchgeführt. Wer muss diese bezahlen?
- Falls etwas gefunden wird, muss die Stadt die Altlastensanierung bezahlen?
- Erachtet es der Gemeinderat angesichts der Tatsache, dass auf der Esplanade Süd derart viele Altlasten gefunden wurden, als sinnvoll und richtig, dass das fragliche Landverkaufsgeschäft in einem so hohen Tempo durchgezogen und Risiken eingegangen wurden, indem der Vertrag vorzeitig unterzeichnet wurde?
- Zudem hätte ich gerne noch eine präzise Antwort zu den "*Altlasten im Sinne des USG*". Was bedeutet das genau und für welche Art von Altlasten müsste die Stadt allenfalls aufkommen?

Bohnenblust Simon, GLP: Besten Dank für diese ausführlichen Bemerkungen. Etwas erstaunt mich aber schon: Möchte Herr Grupp lieber eine grüne Fläche belassen, unter der sich Altlasten befinden, die sich weiterverbreiten könnten? Ist ihm das lieber, als Abklärungen zu treffen und die Altlasten mit einem gewissen Betrag, der vorgängig eingenommen werden konnte, zu sanieren? Er möchte wohl lieber gar nicht wissen, was darunter ist, sondern einfach eine grüne Fläche belassen... So habe ich das jedenfalls verstanden. Es ist klar: wenn Altlasten gefunden werden, müssen diese saniert werden. Was hätte denn die Stadt tun sollen? Einfach eine grüne Fläche belassen und ein anderes Projekt abwarten?

Steidle Silvia, directrice des finances: Merci, Monsieur Grupp d'avoir précisé vos questions. Cela me permet de vous répondre, aujourd'hui, de manière beaucoup plus détaillée. La question de la pollution des terrains est extrêmement importante, d'autant plus que la Ville de Bienne a un grand passé industriel, qui a laissé des traces dans le sol. De ce fait, chaque transaction de terrain contaminé fait l'objet d'une attention particulière. Etant donné que c'est la classification qui détermine la responsabilité financière en cas d'assainissement, la terminologie est extrêmement importante. Il est donc nécessaire de différencier les parcelles polluées (Altlast), les sites contaminés (belasteter Standort) et encore la "Bauherrenaltlast". Les parcelles polluées doivent être assainies. Dans le cas des sites contaminés, il n'est pas nécessaire d'entreprendre un assainissement. Mais, si une construction est prévue, par exemple un bâtiment ou lors d'une renaturalisation de la parcelle, une élimination des déchets excavés est demandée. Le cadastre des sites pollués existe depuis plusieurs années. Il peut être consulté gratuitement sur le géoportail du Canton. Les anciennes décharges, les accidents (notamment des épanchements d'huile dans le sol) et les stands de tir y figurent. La parcelle sur laquelle Monsieur Widmer a un droit d'emption y figure comme parcelle contaminée, faisant partie de l'ancienne Usine à gaz, mais non polluée au sens de la loi sur la protection de l'environnement. Le propriétaire peut demander au pollueur une contribution aux frais d'assainissement, qui peut s'étendre entre 70% et 90%. Au cas où l'ancien pollueur n'existerait plus, la Confédération et le Canton prennent en charge la part du pollueur. En cas de vente d'un terrain contaminé, ce qui est le cas ici, une clé de répartition est discutée avec l'ancien propriétaire, qui supporte les coûts supplémentaires de l'élimination du matériel excavé contaminé.

La question a été posée au sujet du risque financier pour la Ville de Bienne, en rapport avec la vente de ce terrain. Les résultats des analyses ne sont toujours pas connus. Monsieur Widmer prévoit de déposer une demande de permis de construire en septembre. Avec la vente de ce terrain, la Ville escompte un gain comptable de 4.6 mio. fr. La valeur comptable du terrain se monte à 300'000 fr., à quoi pourraient encore éventuellement s'ajouter les valeurs comptables de la route adjacente au terrain. Vu les surfaces en question et vu l'orientation du terrain, des coûts résultants de l'élimination du matériel contaminé devraient permettre néanmoins à la Ville de réaliser un gain comptable important. Dans le cas où ce site devait devenir un site pollué, c'est l'ancien pollueur qui devrait supporter 70% à 90% des coûts de l'élimination, ce qui ne serait pas la plus mauvaise chose pour la Ville. La pose de gazon sur ce terrain n'empêche pas qu'un jour cette parcelle doive être assainie. Si c'était le cas, le pollueur devrait supporter les coûts. Les analyses, que Monsieur Widmer a effectuées sur la parcelle, sont actuellement payées par lui. Il s'agit d'analyses usuelles, en prévision du dépôt de la demande de permis de construire.

Monsieur Widmer a également effectué des analyses de terrain relatives à une éventuelle contamination. Concernant les contrats, il est usuel de signer les contrats auparavant. Cependant, dans chaque contrat, il existe une clause, qui prévoit que l'acceptation du contrat sera faite après l'acceptation par l'organe compétent, en l'occurrence le Conseil de ville. De ce fait, la décision de l'organe compétent est garantie. Le Conseil municipal n'a pas commis d'erreur en signant le contrat avant.

Grupp Christoph, Grüne: Ich weiss nicht, wie es den anderen Stadtratsmitglieder geht. Ich jedenfalls habe nicht verstanden, worauf sich die Stadt im schlimmsten Fall gefasst machen müsste. Was ich gehört habe ist, dass es einen Verteilschlüssel gibt, wonach der frühere Besitzer, also der Verursacher der Verschmutzung, zwischen 70% und 90% der Kosten übernehmen muss. Wenn ich richtig informiert bin, befand sich auf den fraglichen Parzellen früher ein Teil des Gaswerks. Es war also städtisches Terrain. Das bedeutet, dass diese Kröte sowieso die Stadt schlucken muss. Ansonsten bin ich falsch informiert. Diesfalls wäre ich froh um eine Korrektur. Bei der Esplanade Süd hat die Parking AG nun CHF 2 Mio. von CHF 19 Mio. übernommen. Das würde wohl ungefähr der erwähnten Abmachung entsprechen. Schlussendlich hat aber auch dort die Stadt - also die Steuerzahlenden - den Löwenanteil zu bezahlen. Deshalb bin ich von der Antwort von Frau Steidle nicht befriedigt. Etwas verstehe ich nicht: angenommen, auf dem fraglichen Terrain komme es zu Altlastensanierungen in der Höhe von CHF 5 oder 6 Mio.. Welchen Anteil müsste die Stadt übernehmen?

Ich möchte auch noch Herrn Bohnenblust antworten. Man kann einem immer das Wort im Mund umdrehen... Das richtige Verhalten der Stadt wäre gewesen: wenn bekannt ist, dass auf einem Terrain Altlasten bestehen könnten, müssten diese vor einem Verkauf geprüft werden. Es ist falsch, dieses Land einem neuen Besitzer unterzujubeln und dann abzuwarten, ob etwas auskommt oder nicht. Klar bin ich nicht der Meinung, dass diese Altlasten einfach unter der grünen Fläche weiterschummern sollten und stillschweigend darüber hinweggegangen werden sollte. Das habe ich sicher nie so gesagt.

Steidle Silvia, directrice des finances: Je ne peux pas dire, aujourd'hui, ce que la Ville devrait payer dans le pire des cas qui pourraient arriver. On ne sait pas ce qui se passerait, si tout à coup le site devenait pollué. L'Esplanade a été assainie et il n'y a toujours pas de définition du site pollué, malgré les analyses qui ont été faites sur le reste de l'Esplanade. Donc, la Ville ne s'attend pas à ce que ce site devienne un site pollué, après les sondages effectués sur la parcelle de Monsieur Widmer. Cependant, en partant du principe que c'est un site contaminé, la Ville devrait payer cette différence, dont j'ai parlé. Mais vu le gain comptable, qui est prévu d'être réalisé sur cette parcelle et sur la bases des analyses historiques, qui ont été faites, on sait que la plupart de la contamination se trouvait de l'autre côté de la Coupole. La Ville n'attend pas de contamination beaucoup plus importantes de ce côté. Donc, un gain comptable est malgré tout escompté.

106. Interpellation 20130438, Mohamed Hamdaoui, PSR, "Un carrousel douteux au Marché de Noël?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 6)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Hamdaoui Mohamed, PSR: Je suis pleinement satisfait de la réponse du Conseil municipal et j'espère, que les personnes qui étaient indignées par ce carrousel et qui m'ont demandé d'intervenir seront elles aussi satisfaites. J'aimerais leur dire à elles ainsi qu'à ce forain et à d'autres personnes, qui parfois peuvent se sentir blessés dans ce genre de situation: "Soyez capables de faire preuve d'humour et d'avoir le sens de l'autodérision". Je vous raconte une petite anecdote: En 1924, c'est à dire à l'époque coloniale, à Mulhouse, il y avait un café qui s'appelait "Le café au bon nègre". Pour éviter toute polémique, les propriétaires ont choisi de changer le nom du café et ils l'ont appelé: "Un monde couleur café". Certaines personnes seraient inspirées d'en prendre de la graine!

107. Interpellation 20130440, Lena Frank, Les Verts, "Répercussions de l'initiative "Pas de naturalisation de criminels et de bénéficiaires de l'aide sociale""

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 7)

L'interpellante est satisfait de la réponse.

Frank Lena, Grüne: Danke für die Antwort des Gemeinderats, mit der ich grundsätzlich zufrieden bin. Bezüglich der Antwort zu Frage 4 möchte ich aber noch wissen, ob die darin erwähnten Weisungen nun vorliegen und wenn ja, welchen Einfluss sie auf die besagten Dossiers haben. Auch wenn die Grünen das Resultat der Volksabstimmung natürlich akzeptieren, werden sie die Umsetzung der Initiative in Biel sicher weiterverfolgen.

Schneider Sandra, SVP: Ich danke der Interpellantin für ihren Vorstoss. Die Antworten des Gemeinderats sind sehr aufschlussreich. Mit der Annahme der Einbürgerungsinitiative der Jungen SVP konnten allein in Biel 84 der 225 pendenten Einbürgerungsgesuche sistiert werden, weil sie die neuen Anforderungen nicht erfüllen. Das belegt ganz klar, dass bisher die Vorgaben für eine Einbürgerung viel zu tief angesetzt wurden. Dank den neuen Bestimmungen in der Kantonsverfassung werden künftig in Biel nur noch Personen eingebürgert, die auch wirklich integriert sind. Die kantonalen Behörden sind momentan daran, die Einbürgerungsverordnung anzupassen, namentlich die Anforderungen an die Sprachkenntnisse. Ich bitte den Gemeinderat, sich bei den kantonalen Behörden für eine restriktive Regelung einzusetzen. Als offiziell zweisprachige Stadt darf Biel von den Gesuchstellenden verlangen, dass sie Deutsch oder Französisch sowohl mündlich als auch schriftlich sehr gut beherrschen. Die Bieler Stimmbevölkerung nahm im letzten November die Einbürgerungsinitiative der Jungen SVP mit rund 53% an. Die Bevölkerung wünscht also über alle Parteigrenzen hinweg eine restriktive Auslegung der

Einbürgerungsbestimmungen. Ich bitte den Gemeinderat, dies zur Kenntnis zu nehmen.

Tennenbaum Ruth, Passerelle: Ich habe eine Frage an den Gemeinderat. Wie ist es möglich, dass Gesuche nicht über das zum Zeitpunkt der Einreichung geltende Recht bearbeitet und entschieden werden? Kann es sein, dass mitten in einem Verfahren die Spielregeln geändert werden und die Gesuchstellenden keine Rechtssicherheit haben?

Sylejmani Ali, PSR: Les derniers changements, intervenus en 2007/2008, ont eu le mérite d'améliorer le côté humain de la situation des personnes admises provisoirement en Suisse. Il y a une possibilité d'octroi anticipé de permis d'établissement ou de résident. Vu que les personnes, qui ont un permis annuel B et que d'autres ne peuvent pas demander la naturalisation, parce qu'elles doivent attendre au minimum dix ans pour obtenir le permis C, le législateur a prévu une possibilité pour les étrangers et étrangères à faire une demande anticipée de permis d'établissement de résident(e). Cette possibilité permet d'encourager des personnes, qui maîtrisent la langue, qui n'ont aucun antécédent sur le plan pénal, qui ne dépendent pas de l'aide sociale ni de l'assurance sociale et qui travaillent ou qui sont formées à demander la naturalisation après cinq ans. Souvent les gens ne connaissent pas cette possibilité. Est-ce que le Conseil municipal va encourager la population étrangère à devenir résidents et à s'attacher à cette Ville? Si oui, comment va-t-il procéder? Une information à la population étrangère est-elle prévue?

Baltzer Niklaus, SP: Ich möchte zu Handen der SVP noch etwas bemerken: Wenn in Biel heute 20% AusländerInnen leben und ab sofort niemand mehr aufgenommen würde, ist anzunehmen, dass der Ausländeranteil der Stadt in 100 Jahren immer noch bei 20% läge. Wenn sie mehr Kinder haben als die SchweizerInnen, wären es sogar mehr als 20%... Wenn also an der Grenze niemand mehr aufgenommen und niemand mehr eingebürgert werden soll, ist die Situation in 100 Jahren immer noch gleich wie heute, nur dass die Betroffenen dann schon 100 Jahre hier gelebt haben werden. Irgendwie muss das Problem gelöst werden, dass es in Biel auch AusländerInnen gibt und dass diese voraussichtlich hier bleiben. Wahrscheinlich handelt es sich um BürgerInnen, die hier arbeiten, Steuern zahlen, zur Schule gingen und die gleich gut deutsch oder französisch können wie diejenigen, die als SchweizerIn geboren wurden. Irgendwie sollte dieses Problem langfristig geprüft und gelöst werden. Es kann nicht so getan werden, als existierte es nicht!

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Frau Frank fragte, ob der Kanton in der Zwischenzeit weitere Weisungen erlassen habe, bzw. ob der Leitfaden mittlerweile veröffentlicht worden ist. Das ist der Fall. Diese Unterlagen liegen der Stadt seit Mitte Mai vor. Das bedeutet, dass die Verwaltung nun wieder weiss, wie die eingereichten Gesuche konkret geprüft werden müssen und welches die Rahmenbedingungen sind. Diese Information lag vorher nicht vor, weshalb auch keine Einbürgerungsgesuche mehr entgegengenommen werden konnten. So ist nun beispielsweise die Ausgangslage betreffend den sprachlichen Anforderungen klar, was auch Frau Schneider erwähnte. Ab 1. Juli 2014 wird für die mündlichen Sprachkenntnisse Niveau B1 verlangt, für die schriftlichen Niveau A2. Das heisst gleichzeitig, dass Biel in dieser Frage keinen Ermessensspielraum hat, denn der Kanton regelt ganz klar, was zu prüfen und einzuhalten ist. Ich möchte auch

aufräumen mit der Mär, die Dienststelle Bevölkerung brüte über den Einbürgerungsdossiers, schaue vor allem die Fotos an und beschliesse schlussendlich aufgrund von Sympathien, ob jemand eingebürgert werden kann oder nicht. Vielmehr ist alles stark geregelt und die kantonalen Vorgaben sind einzuhalten.

Zur Frage von Frau Tennenbaum betreffend die in einem laufenden Verfahren geänderten Spielregeln: bei angenommenen kantonalen Initiativen ist das kantonale Recht ab sofort und auch für hängige Verfahren anwendbar. Es gibt keinen Ermessensspielraum. Das ist der Grund, weshalb der Kanton sofort nach Annahme der Einbürgerungsinitiative darüber informierte, dass diese ab sofort anzuwenden sei und mit der Umsetzung gewartet werden müsse, bis die noch offenen Fragen geklärt sind. Auch darüber kann die Stadt also nicht selber entscheiden, denn die Umsetzung unterliegt dem kantonalen Recht.

Zur Frage von Herrn Sylejmani betreffend Integration: Selbstverständlich ist die Stadt bereits heute auf verschiedenen Ebenen aktiv und wird das auch weiterhin sein. Integration soll gefördert werden. Vor allem in den Regelstrukturen wird Integrationsarbeit geleistet. Ein wichtiger Bereich sind die Schulen, wo weiterhin viel gemacht wird. So gibt es zum Beispiel die spezifische Integration, die jetzt auch im Zusammenhang mit der Umsetzung des Integrationsgesetzes angegangen wird. Auch dazu wird es gewisse Neuerungen geben. Es ist noch offen, wie diese in Biel konkret umgesetzt werden. Es ist aber klar, dass es dem Gemeinderat wichtig ist, die ausländischen MitbürgerInnen in ihren Integrationsbemühungen zu unterstützen. Einerseits sollen sie soweit möglich gefördert werden, andererseits stellt die Stadt aber auch gewisse Forderungen. Diese einzulösen, wird mit der Umsetzung des Integrationsgesetzes noch besser möglich sein.

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Avant de terminer la séance, nous allons encore voter trois interventions urgentes.

108. Motivation de l'urgence de la motion 20140154, Peter Bohnenblust, FDP, «STOP aux dépenses inutiles et évitables pour la PLACE DU MARCHÉ-NEUF: 3^{ème} essai: VERSION LÉGÈRE!

Bohnenblust Peter, FDP: Der Gemeinderat sagte, die Umsetzung des Projekts Neumarktplatz komme nächstens in den Stadtrat. Damit gleichzeitig auch die vorliegende Motion behandelt werden kann, beantrage ich die Dringlichkeit.

L'urgence est accordée.

109. Motivation de l'urgence de l'interpellation interpartis 20140152, Max Wiher, Groupe PVL, Dana Augsburger-Brom, Groupe socialiste, Pascal Fischer, Groupe UDC/Les Confédérés, Stefan Kaufmann, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU, Andreas Sutter, Groupe PPB/PDC/PBD «Contamination au radium»

Wiher Max, GLP: Ich glaube, die in dieser Interpellation gestellten Fragen interessieren nicht nur den Stadtrat dringend, sondern auch die Bevölkerung. Deshalb wird die Dringlichkeit beantragt. Ich möchte zu dieser Interpellation noch eine kurze Erklärung abgeben, denn namentlich im Bieler Tagblatt vom 3. Juni 2014 gab es eine mediale Verwirrung. Darin wurde Folgendes zitiert: *"Die grünliberale Partei hat eine Interpellation ausgearbeitet."* Das ist falsch. Richtig ist, dass ich die Koordination zwischen den Fraktionen übernommen habe. Ich verfasste einige Fragen und ergänzte diese mit weiteren, welche von Mitgliedern der SP und der BVP eingegeben wurden. Die Interpellation ist also ganz klar Resultat einer Zusammenarbeit mehrerer Fraktionen. Das habe ich dem Bieler Tagblatt auch so mitgeteilt. Um weitere Missverständnisse zu vermeiden, bitte ich das Bieler Tagblatt, künftig meine Aussagen so wiederzugeben, wie ich sie machte.

L'urgence est accordée.

110. Motivation de l'urgence du postulat 20140153, Ruth Tennenbaum, Passerelle «Pollution au radium: information transparente et sans faille ainsi que protection de la population»

Tennenbaum Ruth, Passerelle: Die Dringlichkeit dieses Postulats ist darum zu erteilen, weil im Zusammenhang mit der Radiumverschmutzung auf der ehemaligen Deponie am Lischenweg rasch und umfassend gehandelt werden muss. Es ist also wichtig, dass der Gemeinderat transparent agiert und das Vertrauen wiederherstellt. Die Dringlichkeit ist deshalb im Interesse aller.

L'urgence est accordée.

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Ainsi se clôt la séance d'aujourd'hui et je vous remercie de votre attention. Bonne fin de soirée.

111. Nouvelles interventions

20140152	Dringliche überparteiliche Interpellation Max Wiher, Fraktion GLP, Dana Augsburger-Brom, Fraktion SP, Pascal Fischer, Fraktion SVP/Die Eidgenossen, Stefan Kaufmann, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU, Andreas Sutter, Fraktion BVP/CVP/BDP	BEU
	Radiumkontamination Contamination au radium	PRA FID
20140153	Dringliches Postulat Ruth Tennenbaum, Passerelle	BEU
	Radium Verschmutzung: transparente und lückenlose Information sowie Schutz der Bevölkerung Pollution au radium: information transparente et sans faille ainsi que protection de la population	PRA
20140154	Dringliche Motion Peter Bohnenblust, FDP	BEU
	STOPP von unnötigen und vermeidbaren Ausgaben für den NEUMARKTPLATZ: 3. Anlauf: „Version LIGHT“! STOP aux dépenses inutiles et évitables pour la PLACE DU MARCHÉ-NEUF: 3 ^{ème} essai: VERSION LÉGÈRE!	
20140155	Postulat Daniel Hügli, SP	PRA
	Zweisprachige Lernendenpoststelle in Biel-Bienne Office de poste formateur bilingue à Bienne	
20140156	Interpellation Alfred Steinmann, Fraktion SP	BKS
	Frühförderung in der Stadt Biel, wie weiter? Encouragement précoce à Bienne, et maintenant?	DSS
20140157	Postulat Joël Haueter, Fraktion SVP/Die Eidgenossen	DSS
	Sicherheit – Überprüfung der Aufgabenkompetenz Sécurité – Examen des compétences opérationnelles	
20140158	Interpellation Daniel Hügli, SP	BEU
	ESB knapp ausgelagert – Marktkunden klar abgesprungen Autonomisation récente d'ESB – Perte claire de clients	
20140159	Überparteiliches Postulat Leonhard Cadetg, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU, Alain Pichard, Fraktion GLP, Reto Gugger, Fraktion BVP/CVP/BDP, Alfred Steinmann, SP, Martin Güdel, Die Eidgenossen	BKS
	Keine Verschärfung der Restschulproblematik durch die Filière Bilingue Pas de renforcement du problème des écoles de seconde catégorie à cause de la Filière bilingue	

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 21.00 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Daniel Suter

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Regula Klemmer

Protokoll:

Katrin Meister

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Simone Bonjour

Claire-Lise Kirchhof